



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

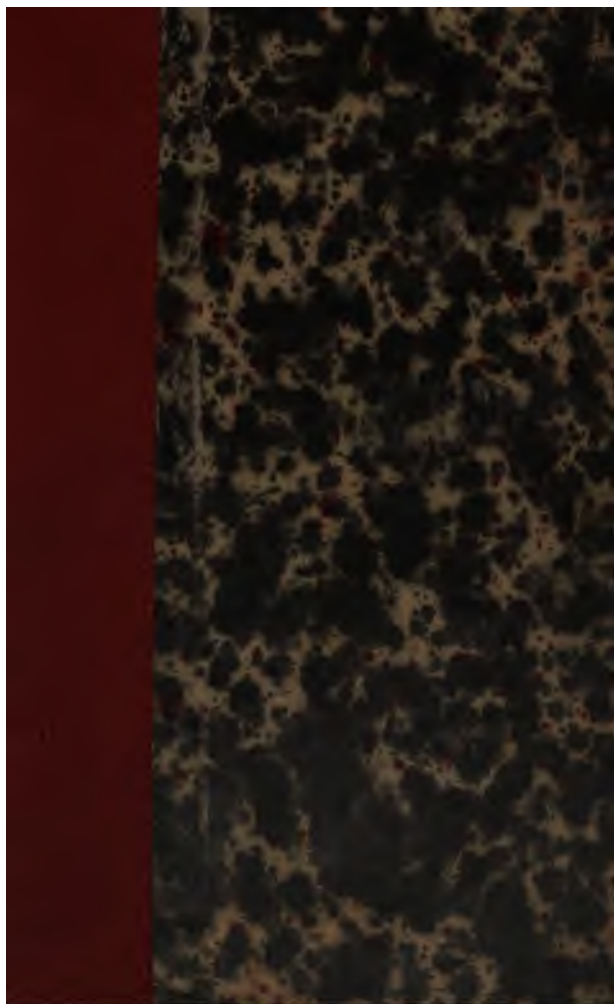
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

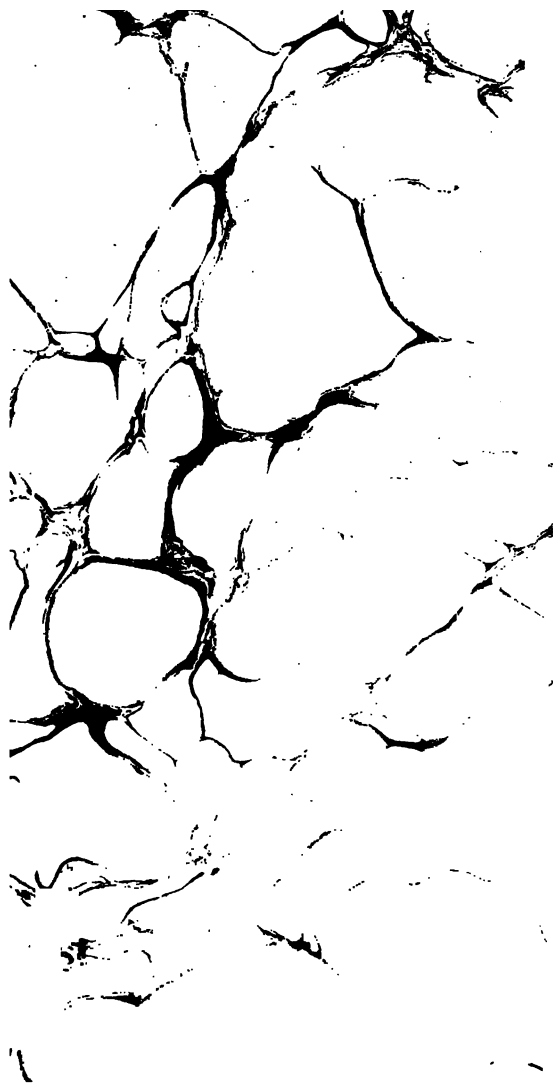
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>









**CE QUE J'AI VU  
AU TEMPS DU PANAMA**

## DU MÊME AUTEUR

---

**LE CULTE DU MOI, trois romans idéologiques :**

\* **Sous l'œil des Barbares, 1 vol.**

\*\* **Un homme libre, 1 vol.**

\*\*\* **Le Jardin de Bérénice, 1 vol.**

**L'ennemi des Lois, 1 vol.**

**Du sang, de la volupté, de la mort, 1 vol.**

**Un amateur d'âmes, 1 vol.**

**Amori et Dolori Sacrum, 1 vol.**

**Les amitiés françaises, 1 vol.**

**LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE :**

**I. Les Déracinés, 1 vol.**

**II. L'Appel au Soldat, 1 vol.**

**III. Leurs Figures, 1 vol.**

**Scènes et doctrines du Nationalisme, 1 vol.**

**Pages Lorraines, 1 vol.**

**Trois stations de psychothérapie, 1 vol.**

**Toute licence sauf contre l'amour, 1 vol.**

**Une journée parlementaire, comédie, 1 vol.**

**Les Lézardes sur la maison, 1 vol.**

**Ce que j'ai vu à Rennes, 1 vol.**

**Quelques cadences, 1 vol.**

**Le voyage à Sparte, 1 vol.**

**De Hegel aux cantines du nord, 1 vol.**

**Huit jours chez M. Renan, 1 vol.**

**Une visite sur un champ de bataille, 1 vol.**

**La vierge assassinée, 1 vol.**

**Alsace-Lorraine.**

**Ce que j'ai vu au temps du Panama.**

**LES BASTIONS DE L'EST :**

**Au service de l'Allemagne (récit d'un volontaire alsacien). *Premier épisode.***

*Prochainement :*

**Greco ou le Secret de Tolède.**



de l'Académie française

# CE QUE J'AI VU

au temps

## DU PANAMA



PARIS

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉDITION

*E. SANSOT et C<sup>ie</sup>*

53, RUE SAINT-ANDRÉ DES-ARTS, 53

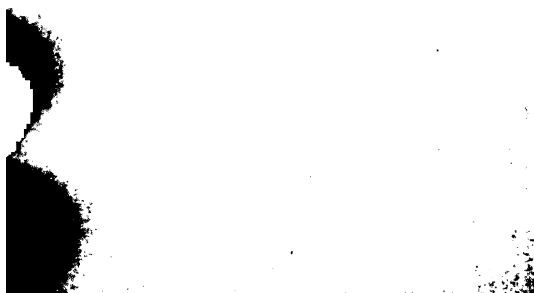
1906

**vingt-cinq exemplaires sur Hol**  
**tes de 25 à 49.**

## AVERTISSEMENT

*Les scènes historiques que nous publions sous le titre : Ce que j'ai vu au temps du Panama sont extraites de Leurs figures, troisième volume du Roman de l'Energie nationale. Que le lecteur relie, à ces choses vues et vécues, les récits de l'aventure boulangiste qui se trouvent dans l'Appel au Soldat (deuxième partie du Roman de l'Energie nationale). Qu'il y rattache encore Ce que j'ai vu à Rennes qui a paru dans notre collection des Œuvres choisies : et il remarquera que M. Maurice Barrès a fait toute l'histoire de ces vingt dernières années en décrivant leurs convulsions principales : Boulangisme, Panama, Affaire Dreyfus.*

LES ÉDITEURS.



# CE QUE J'AI VU

## AU TEMPS DU PANAMA

---

### I

#### PREMIERS ROULEMENTS DU TONNERRE

M. le procureur général Quesnay de Beurepaire, ayant reçu de M. Prinnet le dossier complet du Panama, s'en alla l'étudier, durant l'été de 1892, à la campagne. La plume à la main, il dépouilla l'énorme expertise de M. Flory et conclut aux poursuites contre MM. Ferdinand et Charles de Lesseps, Cottu, Marius Fontane, administrateurs du Panama, et contre M. Eiffel. C'était se mettre dans le courant populaire, mais où l'on pourrait trouver des surprises.

Le 18 octobre, jour de la rentrée des Chambres, les députés vinrent en grand nombre au Palais-Bourbon. Dans leurs arrondissements, la plupart avaient été obligés de réclamer la lumière, la lumière complète; ils s'étaient vantés d'avoir à plusieurs reprises notifié au gouvernement qu'il recherchât toutes les responsabilités; — c'est que le populaire ne comprend pas les nécessités politiques; — mais ce 18 octobre, dans les couloirs du Palais-Bourbon, gens de bon sens, ils chuchotent que

neureux répéter avec les pur  
ent atterrés: « Il faut aller  
, et, s'il y a des vendus, les ex  
pendant elle demeure difficile  
ouvernement. L'opinion réc



à une fille unique. Leurs journaux ne l'appelaient plus que la « Belle Fatma ».

Cependant le président du Conseil, Loubet, convoquait fréquemment à la place Beauvau M. Quesnay de Beaurepaire. Assisté, dans ses conciliabules, du ministre de la Marine, Burdeau, il disait :

— Le Parlement est emballé, la presse déchaînée, mon cher Procureur général. Qu'allons-nous devenir ? Que le procès découvre des députés ayant trafiqué de leurs votes (et MM. de Lesseps ne ménageront personne à l'audience), la République sera déconsidérée.

Le Procureur général recommandait un moyen transactionnel :

— Le soulèvement de l'opinion ne permet pas l'inaction du magistrat ? Eh bien ! évitez la poursuite correctionnelle et tenez-vous-en à une action en responsabilité intentée par le liquidateur dans l'intérêt des actionnaires et obligataires. Les administrateurs n'étant plus passibles que de dommages et intérêts ne tiendront pas à compliquer leur cas en parlant de corruption, et, d'ailleurs, n'avez-vous pas un gage : Lesseps père, à qui vous mettriez les menottes ?

M. Christophe, gouverneur du Crédit Foncier, consulté par le gouvernement, indiqua le même expédient.

M. Loubet voulait que l'affaire fût purement et simplement classée. Mais cette solution qu'il n'osait pas imposer à M. Ricard, il prétendait que le Procureur général prît sur soi de la réaliser. Et, merveil-



leux avilissement du pouvoir ! M. Ricard de son côté, bien résolu à ne point résister au cri public de « justice ! lumière ! » cherchait, pour se couvrir contre la rancune des concussionnaires, à laisser au Procureur général l'initiative des poursuites.

Cependant ce magistrat, répugnant à servir de bouclier, répétait à l'un et l'autre ministre :

— Je ne suis qu'un agent d'exécution, c'est à vous qu'appartient la décision. Je demande des ordres formels.

Dans cette plaie panamiste, si mal soignée par des médecins en querelle, les sanies accumulées mettaient de l'inflammation. Ducret, directeur de la *Cocarde*, racontait vingt fois, en secret, une histoire d'immense conséquence.

« Le 5 janvier 1892, vers dix heures du  
« soir, je suis monté chez M. Cottu qui  
« ne se doutait de rien, pour lui annoncer  
« que la Chambre à l'unanimité venait  
« d'exprimer le désir qu'une répression  
« énergique et rapide eût lieu contre tous  
« ceux qui ont encouru des responsabilités  
« dans l'affaire de Panama. M. Cottu s'é-  
« cria : — Les gredins ! il y en a cent cin-  
« quante qui ont volé notre argent ! — Il  
« m'a raconté tout au long, jusqu'à trois  
« heures du matin, les tripotages parle-  
« mentaires. Et ne croyez pas qu'il cédât  
« à un mouvement irréflecti d'indignation,  
« car le lendemain il allait trouver M. Cons-  
« tans au ministère de l'Intérieur et lui  
« refaisait son récit, en vue de lui démon-  
« trer les inconvénients du procès. »

Là-dessus, les couloirs en rumeur disaient : « Constans sais tout ! Constans est dans l'affaire ! »

Les amis du marquis de Morès colportaient qu'un M. de Véragau de lui avait offert contre argent des papiers qui mêlaient Floquet, président de la Chambre, aux marchandages du projet autorisant la Compagnie à émettre des valeurs à lot.

On dénombrait maintenant les suspects de concussion. Leurs noms se succédant comme une suite de petites explosions donnaient de l'avance à l'allumage, et, puisqu'il n'y avait personne du gouvernement, pour débrayer et faire jouer les volants dans le vide, la terrible machine antiparlementaire menait chaque jour d'un train plus infernal sa besogne de destruction.

A la fin d'octobre, le conseiller instructeur Prinnet n'osa plus ne pas voir dans son dossier des faits de corruption que les journaux mettaient sous les yeux du public. Il convoqua dans son cabinet pour le 4 novembre, M. le baron Jacques de Reinach.

Quand le bruit d'un tel événement commença de bourdonner, ce furent dans le public un surcroît d'insolence et dans le Parlement les débuts de la consternation.

Quelques députés crurent à une traîtrise de cette magistrature qui, malgré les épurations, ne saura jamais respecter qui la paye. Ils se trompaient. M. Prinnet est irréprochable. On connaît aujourd'hui la crise qu'a traversée ce loyal serviteur. Il en a donné les détails. « L'opinion publique, » a-t-il dit, soupçonnait des membres du

« Parlement d'avoir vendu leurs votes.  
« C'est une grosse affaire ! On ne peut pas  
« procéder immédiatement et légèrement  
« en pareille matière ! » Disons-le au pas-  
sage : en toute matière judiciaire, il est  
désirable qu'un magistrat n'agisse pas lé-  
gèrement. Mais à qui s'en référera-t-il ? A  
sa conscience ? Le sentiment du devoir,  
alors ! Plus que ta conscience, magistrat,  
crains le Garde des Sceaux ! M. Prinet l'a  
bien compris : « En pareille matière, on ne  
« peut agir légèrement. De sorte que j'ai  
« dû me mettre en rapport sur ce point  
« avec M. le Garde des Sceaux. »

L'honnête magistrat admettait-il que  
son chef pourrait lui répondre : « Fermez  
les yeux, ignorez ces crimes-là ! » Il aver-  
tit le Garde des Sceaux que « la loi d'au-  
« torisation votée le 28 avril 1888 par la  
« Chambre, et dans le mois suivant par le  
« Sénat, aurait été accompagnée de cer-  
« taines circonstances peu honorables pour  
« les administrateurs du Panama. » Le  
Garde des Sceaux, « franchement, simple-  
ment, loyalement », donna « carte blan-  
che » à son subordonné. Il l'autorisa à  
« poursuivre cette face de l'affaire com-  
« plètement et activement, sans se laisser  
« arrêter par aucune considération. » Au-  
cune considération ! Voilà les termes tex-  
tuels qui étonneront les parlementaires  
tant qu'il y en aura dans le monde et qui,  
à la fin d'octobre 1892, les convulsèrent.

« Ainsi, disaient-ils, ce pauvre M. Ricard  
ne juge pas les diffamations de la *Libre  
Parole* assez explicites et retentissantes ?

Il veut que M. Prinet interroge leur auteur. M. Prinet a entendu le Fernand Martin; il prétend questionner les Lésalle, les Cottu, les Fontane, le baron de Reinach... Le baron de Reinach! Ah! l'extrade tout de suite Arton! »

Traîné dans la boue par les uns, à l'Elysée par les autres, M. Ricard savait de cette dictature que donne la République quand les circonstances permettent de tenir le rôle. Obscur la veille, dans la gloire aujourd'hui, il balançait ses colportages du ministère, Ribot, Rouvier, Freycinet, Burdeau, Viette, Loubet, et le président Carnot lui-même, tous opposés aux suites. En vérité qu'était-il? Un homme peu capable de comprendre ses actes, vaniteux gonflé des louanges de l'opinion? un ambitieux qui, non content de surer sa réélection à Rouen, se préparait à la Présidence de la République? un M. Ricard joyeux de décimer ses camarades parlementaires? C'était plutôt un homme qui qu'écrasait cette affaire et qui n'eût pas été fâché de succomber immédiatement martyr de la morale publique. Mais Freycinet, Burdeau, Freycinet, Burdeau, Freycinet, surveillés, n'osaient pas se découvrir l'attaquant, et, chaque semaine, le Conseil des Ministres examinait l'état des choses sans que Ricard osât s'y prononcer pour des poursuites, ni les autres pour l'étouffer.

Ces furieux verbiages et les diversements paniquards laissaient impalpables les grands corrompus. Leur cor

demeurait absolue dans leur sécurité propre et dans la sécurité du régime, l'une et l'autre confondues à leurs yeux. Ils méprisaient les agitations populaires comme ils avaient fait dans les pires journées boulangistes.

Ils connaissaient l'audience de l'Élysée où M. Charles de Lesseps, au nom de la République et de l'intérêt national, vint exposer au Président le système qu'il avait bâti pour se présenter en victime des parlementaires. M. Carnot écouta deux heures durant, sans qu'ils mêlassent un instant leurs regards, sans l'interrompre, sans lui répondre, et le laissa partir sans lui serrer la main. — Magnifique entrevue d'où la solidarité parlementaire sortit intacte !

Ce Lesseps est aussi allé chez M. de Freycinet ; il lui a confié le cas d'un ministre qui serait vendu à la Compagnie de Panama. « S'il y a un procès, concluait-il, toutes ces choses se sauront. » — « C'est donc qu'on en trouvera la trace dans les papiers saisis ou à saisir ? » répondit le ministre. — « Non, il n'y en a pas d'écriture. » — « Alors, cela n'a pas d'importance. » Et ce mot de l'homme d'État paraît la sagesse même aux grands corrompus qui s'assurent qu'avec toute leur impudence les amateurs de scandale finiront bel et bien, comme Numa Gilly, en posture de calomniateurs.

Enfin ils savent, ces puissants parlementaires, que M. Cottu, ayant transporté ces monotones cancans chez Constans, alors ministre de l'Intérieur, s'entendit répon-

« de toutes les affaires économiques. Je crois  
« bien que c'est lui qui a conseillé la créa-  
« tion du 3 0/0 amortissable. » Ce conseil-  
ler occulte des finances françaises entraînait  
dans toutes sortes d'affaires où il apportait  
comme contribution son influence parle-  
mentaire. Dans les fournitures militaires,  
dans les Chemins de fer du Sud, on vit  
son action prédominer et toujours avec un  
caractère d'infamie. Quand M. Quesnay de  
Beaurepaire, ayant accepté de faire con-  
damner le général Boulanger par le Sénat,  
cherchait partout des témoins à charge,  
Joseph Reinach proposa son beau-père,  
mais, « sur le vu des pièces », le Procu-  
reur général constata que le baron de Rei-  
nach et un ancien ministre radical avaient  
joué « un rôle plus que fâcheux dans cer-  
tains marchés de café en tablettes pour  
l'armée. »

L'influence parlementaire du baron de Reinach tenait le plus souvent à des secrets surpris, à des complicités antérieures. Il ne la vendait si cher qu'en faisant comprendre à ses acheteurs que refuser ses services, c'était s'assurer son hostilité. A ce chantage, il joignait l'escroquerie. De 1886 à 1889, le baron encaissa de la Compagnie de Panama 6 millions. Cette somme énorme, la lui donnait-on de plein gré ? On en jugera sur un trait.

En 1888, le baron de Reinach dit à M. Cottu, administrateur de la Compagnie de Panama : « Le Panama est contrecarré  
« par le Crédit Foncier qui veut conserver  
« le monopole des obligations à lots. Eh

« bien ! je vous apporte l'alliance du Crédit Foncier, moyennant 750,000 francs à verser au gouvernement. Oui, M. Floquet a besoin de 750,000 francs sans plus de retard, et je suis chargé de vous les demander. Si vous consentez, on maintiendra M. Christophle, à condition qu'il accepte une entente avec vous ; ou bien, on imposera cette entente à son successeur. » M. Cottu se récria ; on avait déjà beaucoup abusé de la Caisse du Panama ! 750.000 francs, c'était un gros chiffre ! D'autre part l'accord avec le Crédit Foncier le tentait. « Enfin, conclut-il, il faut me mettre en présence du président du Conseil. » Le lendemain matin Reinach venait prendre M. Cottu : « Floquet est très occupé en ce moment, mais nous allons chez Clemenceau qui le représente et vous verrez que la somme dont il s'agit est bien destinée à vous ramener le Crédit Foncier. » On arrive chez M. Clemenceau. Le baron lui fait lire que M. Christophle est menacé, ce que tout le monde savait à ce moment-là. On examine ce qu'il adviendrait de son emplacement, mais pas un mot d'argent, rien qui justifie l'histoire du baron. L'imudent ne s'embarrassait guère, et, en sortant, il disait à Cottu : « Avez-vous vu la gêne de Clemenceau ? C'est délicat ces questions d'argent devant un tiers ; mais sur la situation de Christophle a-t-il été assez net ? » Mal convaincu, mais si désireux d'une alliance entre le Crédit Foncier et la Compagnie du Panama,

M. Cottu versa la somme au baron, contre un papier : « Je déclare avoir reçu de « M. Cottu et de la Compagnie, pour une « affaire de publicité convenue, 750.000 fr. « que je leur restituerai si l'affaire n'a pas « abouti dans six mois. » Le délai écoulé sans résultat, M. Cottu réclamait son argent. Le gros juif ricanait : « Mon cher, « vous n'avez pas la prétention de me « faire restituer une pareille somme, c'est « fait, c'est fait. » M. Cottu, très surexcité, prit Reinach par la barbe : « C'est, « affirme-t-il, la plus grande injure que « l'on puisse faire à un juif. » Il le poussait dans un angle de la pièce en criant à l'escroquerie. Tant il fit que, séance tenante, le baron de Reinach lui signa un chèque de 140,000 francs à titre de restitution.

Ce n'est pas mal déjà qu'un personnage, à qui nos ministres demandent de diriger dans l'ombre et sans responsabilité les finances d'État, soit un bas filou piratant de la Bourse au Palais-Bourbon. Mais la magnificence de ces ignobles mystères, c'est que l'œil, en s'y appliquant, voit se multiplier et s'engendrer les crimes, et comme le microscope révèle que la vermine elle-même a sa vermine, une analyse un peu prolongée nous montre que ce parasite engraisait un parasite. On distingue qu'à chaque fois que Reinach s'est gorgé, un Cornelius Herz le pompe et le fait dégorger.

Celui-ci, Cornelius Herz, c'est encore un juif, né à Besançon, en 1845, d'un petit relieur qui venait de Bavière. En 1848, la



famille Herz partit pour l'Amérique, d'où Cornelius, naturalisé américain, nous revint à l'âge de vingt et un ans. En 1869, grâce à une recommandation de Legrand du Saulle, il fut reçu à titre d'interne chez le docteur Dumesnil, fondateur de l'asile des Quatre-Mares. La fonction d'interne s'accordait alors dans les maisons d'aliénés sans examen et sans titre. (Il est bon d'entrer dans des détails médiocres et burlesques d'abord, mais qui peignent d'après nature les dieux secrets du parlementarisme. Sur les abjects commencements d'un Cornelius Herz ou d'un baron de Reinach, on mesure leur prodigieuse fortune et la moralité du régime, point méchant, mais de basse corruption, où fut possible le triomphe de ces laquais allemands.) Aux Quatre-Mares, Cornelius Herz, audacieux, vigoureux, besogneux, plaisait par les ressources de sa bouffonnerie. Il escroqua M. Laiber, pharmacien en chef de l'asile, et l'économe, M. Dufour.

Il réjouissait de son amour la blanchisseuse de l'établissement; elle lui prouvait sa reconnaissance en marquant C. H. les chemises du docteur Bergognier, maire de Rambouillet. Le scandale prenant des proportions exagérées, le docteur Dumesnil le mit à la porte. Il navigua sur Chicago, fit l'emplette d'un diplôme de médecin, épousa une jeune fille de Boston, puis partit pour San-Francisco où il s'associa avec le docteur Stout. « Cornelius Herz », — a dit le docteur Stout en prenant possession de sa chaire à l'hôpital de Saint-Luc, —

« c'est le plus grand filou qui ait jamais  
« existé. Il m'a entraîné dans une faillite. Il  
« m'a soustrait plus de vingt mille livres. »  
Cornelius se présenta alors à la loge Mount-  
Mariah. Abusant de la naïveté de deux  
frères, il leur extorqua plus d'un million.  
Avec ce million il fonda un cabinet pour  
le traitement des maux de tête. Procédé,  
raconte-t-on, d'une simplicité comique. Le  
client s'assied ; Cornelius l'électrise jusqu'à  
l'abrutissement, puis lui fait signer des  
lettres de change. M. Lyon et M. Latham  
peuvent en témoigner. D'un saut, il est à  
Boston où il multiplie ses exploits. A Laval,  
en 1871, après l'armistice, médecin à l'ar-  
mée de Chanzy, ce Scapin perd au café  
de Lorient, tenu alors par M. Jarry, mille  
francs contre M. Chrétien ; il cherche à  
solder sa dette par un coup d'épée et finit  
par signer un billet jusqu'à ce jour impayé.  
Il revient à Paris et fonde la *Lumière Elec-  
trique* avec Cabanellas. Celui-ci ne pou-  
vant lui fournir à date fixe la solution du  
problème de la transmission de l'énergie,  
Cornelius invente Marcel Deprez et, par  
une réclame merveilleusement comprise,  
de ce savant distingué, en quelques mois  
il fait un génie. Il l'impose à Paul Bert,  
à Gambetta, aux Rothschild. Politiques  
et gens d'Académie, comme des moutons,  
s'empressent à donner du grand savant  
et du Mécène aux Herz. M. Joseph Ber-  
trand subit la fascination au point de recom-  
mander l'entreprise par un article de la  
*Revue des Deux-Mondes*, puis M. Maurice  
Lœwy rédige un rapport.

us ce couvert de science, Herz négocia d'autres orviétans. Il obtenait des sessions du Conseil municipal, du gouvernement, des particuliers. Il opérait lui-même dans les choses d'électricité, il recélébra les marchés de fournitures au baron Reinach ; de là leur association. Il profitait, en somme, comme M. Hébrard, qui n'est connu ne pas être entrepreneur et qui participait cependant aux affaires d'Eiffel. C'est ainsi encore que la première concession de téléphones fut donnée à MM. Hébrard et Foucher de Careil qui la passèrent immédiatement à un banquier.

Nous touchons là le tuf du régime, le tuf et que voilent les belles apparences, les « luttes d'idées et nobles débats ».

Cornélius et Reinach avaient chacun leur personnel à la Chambre et dans les ministères. L'équipe du baron de Reinach, comprenait les rédacteurs de la *République française* : Devès, président du Conseil, la ministration, Antonin Proust, Jules Roche, Rouvier, etc... Comme trotteur, il était le neveu et gendre Joseph Reinach. Mais comment se passer des radicaux dans une époque où les ministères étaient

de concentration ? De là, le rôle de Cornélius : Celui-ci disposait de la *Justice* et avait de nombreuses relations à l'extrême-gauche : Clemenceau et Rancé étaient ses hommes. Il allait trouver un Freycinet brutal juif, disait à ce petit homme fait merveilleusement intelligent et bien habillé : « Si vous ne nous donnez pas cela, nous avons un groupe qui votera contre

«vous.» Freycinet s'est plaint à d'honnêtes gens de cet état de choses : « Si vous « croyez que c'est commode de gouver-  
« ner ! » Et tout en parlant, l'incomparable  
vieillard prenait le soin de rouler des lar-  
mes dans ses yeux.

Un nommé Chabert, ingénieur, qui, par la suite interrogé, refusa de s'expliquer, réunit souvent dans son cabinet Cornelius Herz et Reinach. Il leur servait d'arbitre. A plusieurs reprises Reinach le chargea d'argent pour Cornelius. Ces remises de fonds se faisaient sans reçu. Entre les deux complices éclataient des querelles continues et de quel ton violent ! Puis dans le moment de leurs plus grandes fureurs, ils se remettaient, paraissaient au mieux. Ils déclaraient leurs affaires terminées, et dès le lendemain en commençaient de nouvelles qui ramenaient les mêmes crises. En septembre 1887, Reinach écrivait : « Mon « cher Chabert, les comptes ont été clos « devant vous à mon bureau, par sa parole « d'honneur de ne plus me demander « aucun prêt. » Les comptes étaient si peu clos que, vers la fin de mai 1888, quand le parti radical arrivait au pouvoir et que Cornelius, appuyé sur Clemenceau, était tout-puissant, le baron de Reinach suppliait M. de Lesseps de lui remettre 10 à 12 millions, se disant ruiné, pressuré par Cornelius Herz et dans une telle angoisse que ses battements de cœur l'allaient faire périr. M. de Lesseps ayant répondu à Reinach qu'il ne pouvait pas lui donner plus de 3.500.000 francs, un officier d'ordon-

---

vint le prier de passer au ministère de la Guerre vers cinq heures du soir, de Freycinet lui déclara :

Ce matin, deux hommes politiques éminents, du parti républicain, sont venus me demander pendant que j'étais au conseil des ministres. J'ai quitté le Conseil, j'ai été causer avec eux. Ces hommes politiques m'ont signalé leurs grandes inquiétudes de difficultés ou de scandales qui pourraient surgir par suite de règlements à faire. Je vous demande, et j'invoque au nom de la République, de faciliter la solution des difficultés que je vous indi-

de Lesseps répondit à M. de Frey-

Vous ignorez certainement que ce que je vous me parle doit nécessairement répondre à une demande de 10 à 12 millions. C'est ce que fait M. de Reinach, comme conséquence de ses relations avec Cornelius

Freycinet répliqua :

Personne ne m'a parlé de chiffres; je ne puis que vous recommander de faire ce que vous pourrez pour résoudre les difficultés que je vous ai signalées.

À ce même moment, Clemenceau demanda à M. de Lesseps de passer rue Clémentine et l'engageait, lui aussi, à payer, ce que Floquet, président du Conseil, avait télégraphié aux deux Lesseps de faire au ministère où il leur répétait le même avis.

10 juillet 1888, Herz télégraphia en

Compagnie.

Le 16 juillet, Lesseps s'est  
et remit près de 5 millions à  
ci s'étant ingénié par aill  
18 juillet, à son infernal par  
972,175 francs, soit enviro  
Ces sommes énormes...

blé de le connaître. Floquet, Freycinet et ces deux hommes politiques (Clemenceau et Ranc) qui allèrent supplier Freycinet au Conseil des ministres de convaincre Lesseps et de faire donner satisfaction à Herz par Reinach, n'eussent parlé sans doute que mis au brodequin. Pour qu'on ne fasse pas la lumière, M. Joseph Reinach interdira au curateur légal, M. Imbert, de poursuivre Herz pour chantage au nom de la succession Reinach : il renoncera à la succession. D'ailleurs, déclare Joseph Reinach, que d'exagération ! « Mon « oncle et beau-père avait seulement ac-  
« cepté trop à la légère de cautionner la  
« Compagnie de Panama dans les 10 mil-  
« lions qu'elle s'engageait à donner à Herz  
« pour qu'il achetât du Parlement l'auto-  
« risation d'émettre des valeurs à lots. » Famille sans pareille, où, pour restaurer l'honneur des siens, on est trop heureux de les présenter comme de simples maîtres-chanteurs et comme des marchands d'influence politique !

Le système de défense adopté par Joseph Reinach ne résiste pas à l'examen. Il est exact qu'à la fin de l'année 1885 Ch. de Lesseps, cautionné par Reinach, avait promis à Cornelius une somme de 10 millions au cas où celui-ci obtiendrait de la Chambre l'autorisation d'émettre des valeurs à lots. Mais Cornelius avait échoué dans son œuvre de corruption et c'était déjà fort généreux de lui laisser la provision de 600.000 francs qu'il avait touchée. C'est en 1888 que, se préoccupant de l'endroit où

sa victime pourrait se fournir pour le payer et songeant à la Compagnie de Panama, il imagina de se faire donner par Reinach un papier ainsi conçu : « Monsieur le D<sup>r</sup> Herz. « — Suivant convention verbale datant « de la première demande de la Compa- « gnie de Panama pour l'obtention d'un « emprunt à lots, vous aurez à toucher « 10 millions de francs le lendemain du « jour où la Compagnie aura touché elle- « même du public le montant du premier « versement sur les obligations à lots pour « lesquelles elle demande actuellement l'au- « torisation des Chambres. » Signé : « Reinach. » Il saute aux yeux que cette convention en date du 2 mai 1888 est le prétexte consenti par Reinach qui tremblait qu'on connût le secret qui le soumettait aux exigences de Herz. Si Reinach confirme et fortifie par écrit, en 1888, et quand il sait ne pouvoir pas y faire face, un engagement qu'il a pris en 1885 et qui est évidemment périmé, puisque Herz n'en a pas rempli les conditions, ce ne peut être par un scrupule qui, même aux yeux du plus délicat des hommes, n'aurait pas de sens : c'est qu'il ne peut pas résister à une pression de Herz.

Au reste, dans cette lettre inexplicable de 1888, il n'est question que de 10 millions. Quand il a payé cette formidable somme, nous venons de voir qu'il consent encore 2 millions. Pourquoi ? On ne dira plus cette fois qu'il s'agit des engagements pris par Reinach au lieu et place du Panama.

En réalité, Herz a tiré de Reinach tou-



tes sommes et tous services sans que cette domesticité se rapportât nécessairement à la Compagnie de Panama. Le Herz avait réduit le Reinach au rôle de rabatteur ; il le forçait à lui procurer des affaires. Bien plus, Reinach ne possédait rien qui ne fût à Herz.

Reinach avait la passion de collectionner des « petits papiers » avec quoi, dans le parlementarisme français, qui n'est qu'un système de chantage, on fait marcher les hommes. Herz exigea qu'il lui livrât ces armes. Le 17 juillet 1888, le baron de Reinach fit copier par ses employés des chèques, que le même jour, et pour assurer des concours à la Compagnie de Panama, il distribua aux hommes politiques. Sur ces copies il laissa en blanc le nom des donneurs d'acquit, mais, de sa propre main, il inscrivit des initiales indiquant les véritables bénéficiaires des chèques. Voilà un précieux document. Il l'enrichit encore deux ans plus tard pour le livrer en meilleur état à Cornelius.

C'était en mars ou avril 1890. Arrivant vers midi à la banque Propper où il avait un bureau, il appela un employé, le nommé Stéphan, qui lui servait quelquefois de secrétaire : « Asseyez-vous et écrivez. » Il lui dicta une note fort explicative où il dénonçait MM. Emmanuel Arène, Devès, Barbe, Albert Grévy, Jules Roche, Dugué de la Fauconnerie, Floquet, Rouvier, puis cinq personnages dont nous ignorons encore les noms, ensuite Pesson, Rouvier (déjà nommé), Léon Renault, Gobron,

Proust, Béral, Thévenet, Floquet (déjà nommé) et enfin cent quatre autres députés, parmi lesquels il citait seulement MM. Sans-Leroy, Le Guayet Henry Maret. Puis sans permettre à Stéphan de se relire, il saisit le papier, le vérifia, le plia, le mit sous enveloppe. Il hésita à faire écrire l'adresse par le même; il dut penser à un autre employé, ne le trouva pas. « Mettez votre chapeau, dit-il, et portez-moi ça chez M. Clemenceau. » Stéphan courut en fiacre rue Clément-Marot.

M. Clemenceau a toujours nié avoir reçu ces documents. Ceci reste certain que Cornelius Herz, dans la période préliminaire des scandales de Panama, octobre et première quinzaine de novembre 1892, se vantait de les posséder et disait les tenir de M. Reinach. Il avait aussi en main les chèques enrichis d'initiales par le baron.

Le transfert aux mains de Herz de ces deux armes précieuses à Reinach, puisqu'elles mettaient dans sa dépendance les corrompus, mais terribles contre lui-même puisqu'elles le prouvaient corrupteur, est un des incidents du long chantage de Herz sur Reinach.

Plusieurs personnes virent Reinach blêmir quand il croisait Herz sur le boulevard. « Ce terrible homme me fera mourir », disait-il. Il essaya de l'assassiner.

Un nommé Amiel écrivit du Brésil à Cornelius: « J'ai reçu d'une personne que « je ne connais pas 10.000 francs pour « vous empoisonner. Je devais en toucher

---

« 20.000, le coup fait. J'ai préféré passer  
« à l'étranger. J'ai risqué l'acompte reçu  
« dans une opération qui a échoué. Je  
« ne sais pas le nom de celui qui m'a sou-  
« doyé ; nos entrevues avaient lieu aux  
« environs de la Madeleine ; mais, si j'étais  
« à Paris, je pourrais le retrouver. »

Cornelius consulta Andrieux, l'ancien préfet de Police, qui avait conservé quelques limiers à sa disposition. Ils découvrirent que cet Amiel était un agent congédié de la Sûreté générale.

— Quels ennemis vous supposez-vous ? disait Andrieux.

— Reinach ou Boulanger.

— Avant d'envoyer aucun agent à cet Amiel, demandez qu'il vous fournisse un semblant de preuve.

Amiel indiqua comment il avait lu une annonce dans le *Figaro* : « Bonne récompense pour un homme décidé à une entreprise pénible. » Ils cherchèrent et trouvèrent ces deux lignes dans le *Figaro*. Ils réclamèrent d'Amiel les lettres où on lui donnait des rendez-vous mystérieux pour préparer l'attentat. Il se décida à leur envoyer une enveloppe. Le baron de Reinach n'avait pas même changé son écriture... Ils rapatrièrent Amiel. Il prouva s'être engagé comme domestique dans un hôtel habité par Cornelius.

Cornelius photographia en plusieurs épreuves le dossier de cette affaire et le promena çà et là, notamment chez M. Constans, ministre de l'Intérieur, puis chez le baron de Reinach qu'il accusa formel-

el, qui avait supporté les cli  
ix, mourut à Paris de mort su

l'on veut avancer dans le  
ach-Cornelius, entrevoir leur  
sur l'autre et comprendre à p  
solitude où ils règlent leurs i

avait dans ses bureaux, à ses gages, le fils de Menabrea, ambassadeur d'Italie, et le fils de Marinovitch. C'est sous le ministère de Spuller qu'il fut le plus important aux Affaires étrangères. Il reçut de ce naïf Badois une mission pour amener un rapprochement entre l'Italie et le Quai d'Orsay, c'est-à-dire pour ruiner la Triple-Alliance. Il avait soudoyé Crispi, et même ce ministre, au moment de sa chute, lui faisait donner le grand cordon des Saints Maurice et Lazare. Le décret avait été signé, mais, Crispi disparaissant, ne fut pas expédié.

Cavour, après avoir fait l'unité de son pays, déclara aux Chambres italiennes 62 millions de « publicité à l'étranger », dont il refusa de préciser l'emploi. Combien de ces millions avaient servi à alimenter l'enthousiasme des partisans de l'unité de l'Italie en France? — Bismarck déclara au Reichstag que tous ses efforts après Sadowa avaient visé à faire le silence en France sur l'armement de la Prusse et à nous inspirer une fausse sécurité. « Une fois le moment venu, ajoutait-il, « je n'ai eu qu'à supprimer les subven-  
« tions à certains journaux français ; ils  
« sont redevenus du coup patriotes et,  
« prêchant la guerre, m'ont aidé à la dé-  
« chaîner. » Ces faits entre tant d'autres ont été relevés par M. Alfred Fouillée. — Plus récemment, méconnaît-on le rôle qu'a joué la cavalerie de Saint-Georges pour nous désintéresser de l'Égypte et pour sur-  
exciter l'affaire Dreyfus ?

Tout l'argent des étrangers ne leur servirait de rien, s'ils n'avaient dans la place des indicateurs, des Cornelius Herz et des Reinach, pour en diriger la distribution. Ces trafics sont d'autant plus aisés que le corrupteur, c'est l'enfance de l'art, épargne au corrompu la gêne de tout savoir, et qu'un politicien aux abois trouve toujours des arguments patriotiques pour justifier dans sa conscience la thèse anglaise, allemande, italienne ou turque, que ses bailleurs de fonds lui commandent.

Comparez maintenant ces deux associés. Cornelius Herz, un gros court, d'allure commune, toujours agité, avec un petit œil noir qui ne fixait jamais personne et sachez qu'il écrivait très peu, tandis que le frivole Jacques de Reinach, très sale de tenue malgré qu'il fût un riche amateur de musique et de filles, laissait traîner partout ses confidences et ses billets. Supposez que Cornelius, collectionneur acharné, ait pu mettre la main sur des preuves certaines de trahison. Quelle barre n'a-t-il pas sur son complice terrifié ?

Cette longue suite de scapinades immondes, qu'il fallait faire entrevoir pour rendre tant soit peu intelligible la machinerie du Panama, et qui, par la cruauté même du désenchantement qu'elles répandent, jouaient dans les ténèbres. Quand un flambeau tenu par des mains mystérieuses commença de jeter les premières lueurs sur les panamistes, le grand public applaudit à « la Justice poursuivant le Crime »,

---

ne soupçonna point que ce fût un  
stage entre maîtres-chanteurs : com-  
t eût-il vu des bandits sous l'illustre  
tricien Cornelius Herz et sous l'hono-  
e banquier baron Jacques de Reinach,  
eil des Léon Say, des Ribot, des Rou-  
et de tous nos ministres des Finances ?  
sages ou, pour parler net, les princi-  
participants du régime ( par exemple,  
Carnot) pensaient qu'il était fatal que  
un système politique libéral, réglé par  
marchandage et le chantage, tout appar-  
aux trafiquants qui connaissaient le  
exact tarif des consciences et qui pos-  
ient déjà un stock de reçus. Dominés  
la peur, maladie endémique au Palais-  
bon, ils jugeaient de bonne conserva-  
sociale de ne point troubler l'égout  
e canalisent les impuretés nécessaires  
parlementarisme. Quant aux partici-  
s du deuxième et du troisième degré,  
ns apaisés parce que moins repus, sans  
cher à comprendre, ils se demandaient  
ne pourraient pas utiliser ces mouve-  
ts obscurs pour leurs intrigues de  
oirs. Les radicaux, dont l'échine est  
ours un peu maigre, rêvaient d'étran-  
les gras opportunistes. Dès la fin d'oc-  
e, certains suspects du centre virent  
terreur se tourner vers eux les crocs  
eurs collègues.

## III

## UN RAT EMPOISONNÉ

Le 4 novembre 1892, M. le baron Jacques de Reinach passe l'après-midi entière dans le cabinet de M. Prinet, conseiller chargé de l'instruction. M. Prinet lui dit :

— Lors de leur dernière émission, MM. de Lesseps et autres vous ont remis une somme de 3 millions et 15.000 francs pour acquitter des frais de publicité. Voulez-vous vous en expliquer ?

M. le baron répond que cette somme le remboursait d'avances qu'il avait faites, pour un million à Arton et, pour le reste, à divers journalistes.

Le juge s'avance pas à pas :

— Êtes-vous sûr qu'Arton n'ait pas employé ce million à subventionner des hommes politiques ?

Et le pauvre baron de répondre avec une grande dignité, mais aussi avec de gros yeux ronds qui vacillent :

— J'ai refusé catégoriquement de recevoir des confidences sur l'emploi de ces fonds.

— Vous sentiez sans doute que ces confidences étaient compromettantes.

Et le voilà, ce M. Prinet, qui lit à Reinach des lettres saisies chez Arton. Elles démontrent qu'on a marchandé des hommes politiques. Puis, brusquement :



— Vous-même, ne vous êtes-vous pas chargé de pareilles distributions ? Nous ne voyons pas quels services peuvent justifier les sommes touchées par vous à différentes reprises, soit 9.700.000 francs.

Déjà l'après-midi est avancée. Sous la lampe du juge, ce gros juif paraît aussi méprisable qu'il était redoutable dans l'obscurité de ses intrigues. Sa graisse heureuse et rose devient flasque dans le malheur. Jadis, pour arracher de l'argent à M. de Lesseps, il disait que ses battements de cœur allaient le faire mourir. Cette comédie l'a mené dans une tragédie. C'est bien à une accélération cardiaque déterminée par la terreur qu'il faut attribuer maintenant sa voix basse, coupée et si peu intelligible que les griffonnements du greffier la couvrent.

— De ces sommes, dit-il, je pourrai faire la justification au moment donné.

— Ce moment est venu.

Ah ! le petit magistrat à 8.000 francs, qui, tout à l'heure, sa serviette sous le bras, dans la boue de novembre, courra pour saisir son tramway, il tient le gros banquier ! Il ne sera pas heureux dans sa brillante voiture rapide, l'insolent millionnaire du parc Monceau !

Le magistrat pourtant ne se laisse pas aller à son instinct ; il se conduit en chien discipliné devant un gibier qu'on ne lui abandonne pas. Reinach, entré témoin, sort inculpé, c'est vrai, mais non pas inculpé pour corruption : seulement pour recel de fonds

Trop d'intérêts politiques entourent, surveillent, menacent le cabinet du juge, pour qu'on s'y inspire de la seule justice. Cet après-midi même, aux heures où M. Prinet « cuisine » Reinach, les ministres délibèrent sur l'éternelle question des poursuites. Autour du tapis vert, chacun d'eux dissimule. Ricard, qui redoute ses collègues épouvantés, affecte de n'avoir aucun parti pris : il attend les derniers renseignements de son Procureur général. Son apaisement trompa si bien qu'un ministre se pencha pour dire à M. Carnot :

— Je crois que la poursuite correctionnelle est abandonnée.

Et M. Carnot, en se frottant doucement les mains, d'une voix sereine et triste, dit qu'on lui ôtait un grand poids de dessus la poitrine.

En sortant du Conseil vers 6 heures, M. Loubet reçut à la place Beauvau M. Quesnay de Beaurepaire qu'il avait convoqué et, avec cet accent de Montélimar qui éveille la défiance d'un Normand :

— Ah ! mon pauvre Procureur général, cette affaire m'empêche de dormir !

M. Prinet veut bien ajourner le moment que tout à l'heure il disait « venu ». Il attendra au lendemain 5 novembre pour envoyer rue Murillo un commissaire de police chercher les pièces justificatives. Le sieur Reinach aura vingt-quatre heures pour les maquiller. Mais ce répit, c'est tout ce que peut consentir le magistrat, et le 5, en tête de la commission qu'il remet à M. Clément, il inscrit : « Urgent. »

Ce 5, les reporters antiparlementaires publient des articles de cannibales sur le trouble du baron de Reinach dans le couloir du juge d'instruction, et M. Loubet appelle une fois de plus à la place Beauvau M. Quesnay de Beaurepaire.

— Avec une presse pareille, lui dit-il, on ne peut pas gouverner dans un pays civilisé.

Le Procureur général ne se connaît pas le devoir de « gouverner », mais d'exécuter des ordres. Il les sollicite. Il se permettra seulement de soumettre à M. Loubet un avis :

— Vous en revenez toujours aux conséquences politiques : eh ! monsieur le président du Conseil, vous n'avez pas à prendre un parti contre les députés corrompus avant une dénonciation régulière ! Attendez qu'on livre les noms !

Alors ce fut la grande scène. M. Quesnay de Beaurepaire, par habitude oratoire, s'était levé en parlant. Loubet se dressa, lui aussi, et, la main sur son bureau :

— Les noms des corrompus ?... Mais j'ai la liste...

Il raconta ce que nul homme un peu informé n'ignorait : M. Cottu communiquant cette liste à M. Constans, ministre de l'Intérieur ; l'honorable M. Constans demandant à la garder jusqu'au lendemain « pour réfléchir », et durant la nuit la faisant photographier. En quittant le ministère, M. Constans avait remis une des photographies à son successeur : « Je sais vos secrets, marchez droit. »

C'est avec des pièces de cette sorte qu'on s'assure dans un Parlement une solide majorité. Et voilà pourquoi les véritables hommes d'Etat préfèrent toujours aux honnêtes gens les canailles. Seulement, les canailles vous mettent parfois dans l'embarras.

M. Loubet, très énervé, frappait et désignait de ses doigts tendus le côté droit de son bureau. Il craignait d'avoir trop parlé et voulait en dire davantage; le magistrat, qui avait osé marcher pour le Parlement dans le procès de Boulanger, refuserait-il de sauver, une fois encore, la partie?

— Nos adversaires, continuait M. Loubet, auraient beau jeu; cette liste de corrompus, elle est toute républicaine... un seul réactionnaire.

Celui-là, il osa le citer.

Le Procureur général trouvait que de telles confidences lui faisaient une situation immorale. Il se retira, plus éclairé qu'il ne souhaitait sur l'incapacité et la fourberie des politiques.

Cependant, M. Clément négligeait la commission « urgente » qu'il avait reçue de se transporter au domicile de M. le baron de Reinach. Décidée le 4 novembre par M. Prinet, commandée le 5, cette démarche ne fut exécutée ni le 5, ni le 6, ni le 7.

Les ajournements de la Justice ne justifiaient pas Reinach. Il avait acheté des hommes politiques; il semblait donc pouvoir compter sur leur appui. Mais il avait livré leurs noms à Cornelius. Dès lors,

comment les avertir du péril sans leur révéler sa trahison, et sans grossir de leur haine les haines qui déjà le pressaient ? Il s'enfonçait en tâtonnant, dans un cul-de-sac où de tous côtés des parois infranchissables grandissaient et le resserraient.

Sa vie et ses pensées, dans cette période intéressante de son agonie, ont été obscurcies à dessein par des personnes de sa complicité. Nous avons plusieurs sources d'informations : le récit de Clemenceau, le récit de Rouvier, quelques renseignements officiels, deux ou trois instantanés que prirent des passants. Le tout concorde à nous montrer un être qui se détraquait. Dans cette situation inextricable, l'adjectif qui rend le mieux son état d'âme et sa physionomie, c'est qu'il était hagard.

Dès le 4 au soir, mal essuyé de ses sueurs chez le juge, il courut là-bas dans les brouillards de Saint-James, sur les berges de la Seine, savoir ce que pensait de la situation son ami Rouvier.

Rouvier plus tard, devant la Commission d'enquête, a raconté cette visite :  
« M. de Reinach m'a dit qu'il venait d'être  
« entendu comme témoin, mais nullement  
« qu'il fût inculpé. Il était fort ému, parce  
« qu'il pensait que ce procès pouvait avoir  
« un grand retentissement et porter atteinte  
« au régime servi par son gendre... »

Ainsi Reinach, inculpé tout hagard, et qui court du Palais chez son puissant ami, ministre des Finances et collègue de Ricard, n'a rien à lui dire que ceci : le régime parlementaire auquel s'est consacré Joseph

va recevoir un coup dont, par contre-coup, je me sens affecté.

Rouvier sent bien son récit un peu sec. Il ajoute qu'ayant estimé que le baron prenait avec vivacité la situation, il lui a dit :

— Avez-vous commis des actes délictueux? Par exemple, avez-vous corrompu des membres du Parlement? Avez-vous promis à des sénateurs ou à des députés, en échange d'un vote déterminé, une somme d'argent ou des avantages?

(N'est-ce pas que la question est charmante de Rouvier à Reinach? La réponse n'est pas moins notable).

— Je n'ai rien fait de semblable, réplique Reinach.

— Alors pourquoi cet embarras? continue Rouvier (toujours dans sa déposition du 14 décembre devant la Commission d'enquête).

Et Reinach de répondre :

— Parce que j'ai été largement intéressé dans divers syndicats de la Compagnie de Panama. Et considérant que ces bénéfices étaient ma propriété personnelle, j'en ai usé à ma convenance...

Sur ce beau mot, Rouvier s'arrête en disant : « J'emploie les termes mêmes dont « s'est servi M. de Reinach et qui sont « restés fidèlement dans ma mémoire. » Puis, il rapporte un dernier mot du baron : « J'ai pu partager mes bénéfices avec des « financiers et avec des hommes politi- « ques de mes relations. »

Je prie qu'on relise ce petit récit qui

présente si ingénûment le rôle panamiste du baron de Reinach. C'est là du comique de grande qualité, qui ne fait pas rire, mais qui force à voir clair. Rouvier ne nous dit pas qu'il s'est exclamé : « Comment ! vous figuriez dans des syndicats ! vous avez partagé avec des financiers et des personnages politiques ! Je n'aurais pas cru qu'il y eût de telles combinaisons. » Non, il ne nous dit pas s'il a répondu cela, mais nous devons le supposer.

Il est vrai que, de toutes les suppositions, la seule vraisemblable est que Reinach, à peine entré chez son compère Rouvier, a dit en s'essuyant le front :

« C'est terrible ! me voilà inculpé de  
« complicité pour le détournement des  
« fonds dissipés par la Compagnie de Pa-  
« nama. Qu'est-ce que vous faites donc  
« au Conseil des ministres ? Prinet n'a pas  
« cessé de me persécuter sur Arton et sur  
« les millions dont il constate que j'ai eu  
« la disposition. De ce train-là, c'est fatal,  
« je devrai me traiter de voleur ou dire la  
« part de chacun. Il faut donc que vous,  
« Burdeau et tous les amis, vous pesiez  
« sur Quesnay ou sur votre Ricard d'un  
« suprême effort. On va perquisitionner  
« chez moi. Je vous préviens qu'on y  
« trouvera des documents. C'est à vous  
« tous de m'épargner cet affront public... »

Et des menaces, sans délai, ce maître-chanteur professionnel passe secrètement à l'acte. En quittant Saint-James, il voit Andrieux, ennemi mortel de Rouvier, et propose — on le sait — de révéler à la

*Libre Parole* les parlementaires qu'il a corrompus. Double calcul ; il se rachètera près des antiparlementaires en leur livrant quelques proies, en même temps qu'il contraindra le gouvernement épouvanté à étouffer le procès.

Andrieux, devant la Commission d'enquête, s'est expliqué sur ces pourparlers fort nettement, avec l'élégance d'un tireur qui cause après l'assaut, ou, mieux encore, comme un cuisinier qui, dans le poulailier, lirait à haute voix l'art d'accommoder les volailles :

« La campagne a été commencée dans la  
« *Libre Parole* (octobre) par un banquier  
« du nom de Martin, qui signait « Micros ».  
« Vous y trouverez des imputations assez  
« vives contre le baron de Reinach. Puis,  
« le sac est vidé. Le journal annonce bien  
« qu'il n'a pas fini, pour tenir son public  
« en haleine, mais en réalité, il n'a rien...  
« C'est à ce moment (premiers jours de  
« novembre) que le baron de Reinach me  
« fit savoir qu'il était disposé à donner des  
« renseignements ; il n'y mettait qu'une con-  
« dition, c'est qu'on ne l'attaquerait plus  
« dans la *Libre Parole*. Lorsque l'on m'a  
« offert des armes contre le parti politique  
« que je combattais, je ne me suis pas au-  
« trement préoccupé de savoir d'où elles  
« venaient, ni de la pureté de la source...  
« Je les ai prises, il me suffisait que les  
« renseignements fussent exacts... Et voilà  
« comment, au 8 novembre, vous voyez  
« recommencer une campagne très vive  
« dans la *Libre Parole* où sont dénoncés



des députés et des sénateurs. C'était le baron de Reinach qui était la source de renseignements et, pour le payer de complaisance, on ne l'attaquait plus. » Le baron de Reinach a trouvé le moyen d'isoler et de distraire la meute des journaux ; mais la Chambre ? Que la *Libre Parole* de un répit, c'est bien ; mais Delahaye qui annonce une interpellation ?

Le secrétaire de la rédaction de la *Libre Parole*, M. Georges Duval, professionnel de la plume, qui se pique de n'apporter au milieu des luttes politiques que la curiosité psychologue, avait publié en 1875 un *Guide à l'usage des amateurs de balles*. C'est sous le nom de la Sangalli avec qui il fit en complaisance. S'autorisant de cette collaboration, le baron s'en vint au cabinet particulier de Duval.

Connaissez-vous Delahaye ?

Très peu, pourquoi ?

Savez-vous s'il serait homme à vendre sa conscience ?

Vous seriez donc disposé à le lui acheter ?

Ce qu'il voudra...

J'ose croire que vous m'estimez trop pour compter sur mon intermédiaire ?

Evidemment. Je m'informe, voilà tout.

Eh bien ! si peu que je connaisse Delahaye, j'ai la conviction que vous n'avez pas de clerc.

Ah !

J'entends encore ce « Ah », disait Georges Duval à l'auteur de ce récit. Il y avait

dans ce « Ah ! » du découragement et pas mal de stupéfaction.

Reinach avait acheté trop d'hommes pour admettre aisément qu'il en restât d'incorruptibles.

Cependant la Justice obligée par la loi et par l'opinion, ne peut pas chômer plus longtemps. Le mardi 8 novembre à 9 heures du matin, M. Clément exécute — enfin ! — sa commission « urgente », décidée du 4 et datée du 5. Rue Murillo, n° 20, un valet de chambre lui répond que « Monsieur le baron fait un voyage d'une vingtaine de jours dans le midi de la France. »

Pourquoi, ce jour même ou le lendemain, M. Prinet n'a-t-il pas perquisitionné au domicile d'un inculpé en fuite ? Voici son explication :

« Je n'ai pas pensé que ce fût urgent...  
« Je me suis abstenu parce qu'on ne peut  
« pas tout faire, du jour au lendemain,  
« d'une façon consécutive... Il est facile  
« de parler après les événements accomplis ! Mais, à cette époque, M. le baron  
« de Reinach n'était pas aussi vivement  
« accusé d'avoir été le courtier principal  
« des œuvres de corruption de la Compagnie qu'il l'est aujourd'hui... Il est bon  
« de rappeler que c'est moi qui ai pris  
« l'initiative de tous les actes d'instruction  
« sous ma responsabilité... A l'époque  
« dont nous parlons, tout le bruit qui s'est  
« fait récemment contre le baron de Reinach comme corrupteur n'existait pas.  
« On avait seulement des soupçons, comme  
« pour Arton. Et voilà pourquoi je n'ai

is été plus loin momentanément, sauf à  
ir plus tard. »

uvre fonctionnaire incertain, qui s'es-  
déjà courageux jusqu'à l'imprudence !  
de ces phrases rend intelligible le sys-  
de Reinach dans cette période. Rei-  
, au 8 novembre, n'est inculpé que de  
licité dans le détournement des fonds  
pés par la Compagnie ; c'est plus tard,  
9, qu'il sera inculpé comme agent  
sipal de corruption. Reinach espère  
re. La condition de son salut, c'est  
icun document ne le mette en cause  
at le public. Que l'opinion s'égare de  
rsonne, le gouvernement et la Justice  
isseront bien tranquille. De là, ses  
s auprès de la *Libre Parole* et du côté  
elahaye.

Grasse, de Monte-Carlo, l'oreille  
, la prunelle dilatée, le baron de  
ch surveillait Paris où, depuis le 8  
atin, paraissaient les dénonciations  
avait remises à Andrieux pour Dru-  
. « M. Drumont, — a dit Andrieux  
ant la Commission d'enquête, —  
yant mis sur la liste des personnes  
] désirait recevoir dans sa prison,  
ai profité pour aller causer avec  
homme dont la conversation est  
leurs intéressante. » Ces notes mys-  
ses, chaque jour, la vieille domesti-  
u prisonnier les apportait de Sainte-  
e à la *Libre Parole*. Elles faisaient  
Floquet à la Présidence, Rouvier  
nistère des Finances, Burdeau à la  
s, Freycinet à la Guerre, tout le Par-

lement ; en même temps, elles alluma la curiosité, et peu à peu la férocité des lecteurs de la *Libre Parole* multipliés centaines de mille. Cependant Reinach touche le prix de sa trahison : du silence. Ils le laissent souffler dans son fourré, terribles chasseurs, qui, un couteau à la ceinture, sonnent de ce cor bruyant dont la France retentit.

Misérable gibier, ce gros homme ! a fui Paris, c'est sans doute pour se ménager un alibi contre les soupçons de complices parlementaires qu'il vend Drumont. Mais il fallait aussi qu'avant mourir le président des Chemins de fer Sud revît les célèbres régions du racket, quinquennisme, Nice, Monte-Carló, où avait exercé la royauté de l'argent et l'influence et si fort joui du bonheur, du bonheur de la qualité la plus basse et lui et sa bande sont aptes à sentir.

Nul homme ayant de l'imagination après avoir visité dans un site magnifique à Nice, la dépouille de Gambetta, à quoi pourrissent délaissées un amas de couronnes avec les plus misérables légendes des qu'inventèrent jamais de pauvres Homais, ne manquera de discerner, redescendant vers les casinos et vers les vulgarités bruyantes de cette rive, combien ces lieux conviennent à un baron Reinach qui fut vraiment leur incarnation. Brillant fumier de cosmopolites, d'escrocs titrés et de grossiers insolents, cette Côte d'Azur que son public déshonore, voit bien la patrie élue de ce faux baron.

ach et de tous ces survivants du gam-  
sme qui, chaque année, saluent la  
e de leur maître en allant à Monte-  
o toucher leur subvention. L'atmos-  
e des salles de jeu, des restaurants et  
illes, était bien faite pour le tonifier,  
utenir d'optimisme. Fit-il une pointe  
alie pour y cacher, y chercher des  
ers ? Demanda-t-il protection au gou-  
ement italien de qui il tenait son titre  
aron ? Un mot de Loubet (« graves  
velles reçues d'Italie ») que nous enten-  
is tout à l'heure, nous permet de le  
oser. Quoi qu'il en soit, c'est au cœur  
on royaume, c'est au Casino de Monte-  
o que le mercredi 16 novembre il lit  
hée la dépêche des agences : « La  
ambre fixe à demain jeudi la discus-  
on de l'interpellation Delahaye sur les  
iteurs de la Justice à faire la lumière  
r l'entreprise de la Compagnie de  
inama. » En même temps, il apprend

M. Quesnay de Beaurepaire ayant  
acé de démissionner si on le laissait  
ordres, les ministres radicaux, c'est-  
e Ricard, Bourgeois et Viette, ont  
gé, en dépit de Rouvier, le Conseil des  
istres à voter des poursuites et que  
baron de Reinach, il figure parmi les  
lpés.

ussitôt Reinach se prépare pour un  
ême assaut. La presse maintenant se

Ce Delahaye, c'est un boulangiste et  
n'a ni crédit ni preuves. La Chambre  
'ajourner. Le terrible, qu'il faut bien  
voir, serait que les administrateurs

du Panama, furieux d'être poursuivis par les journaux, ne pouvaient pas parler. Eh bien ! il ne faut pas de procès. Et Reinach en revient toujours à la nécessité de peser sur le gouvernement avant que le Parquet lance les citations.

Il s'applique d'abord à montrer de la sérénité : l'indifférence des forts. Jeudi 17, il écrit de Monte-Carlo à M. Ju Barbier pour qu'ils collaborent à un ballet, et à M. Gailhard, de l'Opéra, pour donner rendez-vous le lundi 21, aux répétitions de la *Maladetta*. Parlant à ce dernier des danseuses, il badine : « Embrasse les toutes pour moi. »

Le même train qui emportait cette lettre le déposait en gare de Paris le vendredi 18 novembre, à 5 h. 34 de l'après-midi.

Dès ses premiers pas dans les rues, le baron, de qui ce voyage n'avait pas diminué les battements de cœur, entendit par la bouche de mille camelots fiévreux l'agression violente de la *Cocarde*. A l'aspect des becs de gaz, il lut qu'elle dénonçait par le détail, avec une effroyable exactitude, son rôle de corrupteur. Il comprit dans un éclair : Ducret, directeur de la *Cocarde*, c'était l'homme de Constan. Constan et les radicaux coalisés voulaient son cadavre pour faire trébucher dessus le personnel opportuniste ; derrière eux tous, il y avait Cornelius ; Reinach se sentit perdu.

Les antiparlementaires, l'opinion publique que le traquaient, les administrateurs du Panama entraient en ligne avec Delahaye, les radicaux et les amis de Constan.

aient pour lui couper la retraite. Il fut la victime désignée par tous. Mais — être, au milieu de l'incalculable événement politique déchaîné, cela surtout avait : le regard de Cornelius. Cornelius pareil à une araignée, qui dans les ténèbres surveille sa proie.

Le baron de Reinach ne demeura qu'un instant en face de la rue Murillo et remonta dans sa voiture qu'on n'avait pas dételée. Il porta son portefeuille à ses amis, M. Carpentier, une enveloppe fermée avec la mention : « En cas de décès, remettre à l'un de mes frères. » Une première fois en 1899, puis le 15 août 1892, il avait déposé entre les mains de son frère une pareille enveloppe. Il passa chez Rouvier à Saint-James. Il alla supplier Cornelius Herz. Il courut solliciter à l'entourage de l'interpellateur : « Voulez-vous que M. Delahaye pourrait perdre sa fortune ? »

Après la soirée, il galopa dans ces ténèbres comme un rat empoisonné derrière sa queue. Quel sinistre accueil à toutes les questions qu'il posait ! Plus que sa fièvre cherchait ! Plus peut-être que ses adversaires, ses amis, qui soupçonnaient ou redoutaient ses dénonciations, le guettaient pour frapper d'un coup de savate.

Il lui disait :

Il n'y a pas de temps à perdre, car le parquet lancera les citations lundi. Ce samedi, Delahaye doit interpellé. Or, si la Chambre le presse, n'hésitez pas à annoncer officiellement les pour-

On ajoutait, et de quel air soupçonneux, deux phrases plus terribles :

— Les journaux sont renseignés d'une façon bien précise, inexplicable ! On raconte que, derrière eux, il y a Constans et Herz ; mais ce Constans, ce Herz, dites-nous, Reinach, d'où tiennent-ils leurs informations ?

Le baron rentra à 10 heures du soir, sans avoir diné, livide d'avoir couru dans cet égout. Il se débattait encore, mais sans méthode, avec les désordres d'un homme perdu. Il ne faisait plus que nager en chien. Amis et ennemis allaient s'entendre pour le noyer. Ainsi une bande de cambrioleurs achève le complice blessé et qui ne peut plus échapper à la police.

#### IV

LA JOURNÉE D'AGONIE DU BARON DE REINACH

*(19 novembre 1892)*

Dans la nuit du 18 au 19, le baron n'a guère dormi. Debout dès l'aube, il court, le long du Bois de Boulogne si humide en novembre, chez Rouvier. Il lui annonce qu'il n'a pas pu déterminer Cornelius Herz à passer à Saint-James ou au ministère.

« Cornelius se disait souffrant, — a ra-  
« conté par la suite M. Rouvier à la Cham-



« bre. — M. de Reinach, renouvelant ses  
 « instances, m'a demandé de l'accompa-  
 « gner... Il me répétait que c'était pour lui  
 « une question de vie ou de mort... Et  
 « alors, je ne sais si c'était prudent, en  
 « tout cas, ma conscience me dit que  
 « c'était humain, j'ai répondu : — Je suis  
 « prêt à faire la démarche que vous me  
 « demandez, si grave qu'elle puisse paraî-  
 « tre, mais j'y mets une condition, c'est  
 « que nous ne serons pas seuls ; je veux  
 « qu'il y ait un témoin dans cet entretien.  
 « — Le nom de M. Clemenceau a été pro-  
 « noncé et j'ai dit : — Je ne connais pas de  
 « meilleur témoin. »

Des mots, des histoires ! N'attribuons aucune autorité à cette déposition d'un homme qui plaide son propre salut : prenons-y seulement le décor des premières intrigues de cette interminable journée.

De grand matin, là-bas dans ce morne Saint-James, dans une villa qui regarde à travers un parc effeuillé les herbes désertes et les brouillards de Puteaux, Reinach et Rouvier, tous deux congestionnés, mais l'un abattu dans sa graisse jaunâtre, l'autre musclé et défiant le destin, se concertent sur les moyens d'éviter la correctionnelle. Ils décident de s'adjoindre Clemenceau. Nous allons suivre ce trio. Une tragédie dans le brouillard. Des ombres qui s'agitent et puis le bruit d'un corps qui tombe.

Quand, vingt-quatre jours après le drame, les circonstances forcèrent les deux survivants à parler devant la Chambre et

devant la Commission d'enquête leurs récits ne concordèrent pas ; mais leurs accents, leurs visages, leurs sueurs, furent tels qu'on se sentit entraîné aux plus effroyables hypothèses.

D'après Rouvier et Clemenceau, Reinach croyait n'être pas inculpé. Il doutait même de figurer au procès comme témoin. Seulement, un journal, la *Cocarde*, dirigée par Ducret, l'attaquait, et cela, il le ressentait avec une telle vivacité qu'il disait que c'était pour lui une question de vie ou de mort. Il affirmait que M. Herz pouvait faire cesser ces attaques, et M. Rouvier, sans connaître d'ailleurs le moyen de M. Herz, consentit à se rendre chez lui pour l'inviter à s'interposer. Quant à M. Clemenceau, il accompagnait ces deux messieurs en personnage muet et seulement afin que Rouvier eût un témoin de sa conversation. D'ailleurs, M. Rouvier n'ouvrit pas la bouche !

Les impossibilités de ce système sautent aux yeux.

Qui croira que Jacques de Reinach, banquier puissant, Rouvier, ministre des Finances, et Clemenceau, merveilleux tacticien, se soient proposé comme « une question de vie ou de mort », et sans parvenir à la résoudre, d'apaiser ce bon garçon, ou, si vous voulez, cette bonne fille d'Edouard Ducret ?

D'ailleurs, admettre qu'il s'agissait de gagner à tout prix Ducret, c'est admettre la véracité de ses accusations. Dès lors, que penser d'un membre du Cabinet et

d'un chef parlementaire qui assistent un banquier voleur ?

Coupons au court. Ces messieurs prétendent avoir ignoré que, depuis le 4 novembre, leur ami était inculpé. Mais, dans son discours du 13 décembre, Rouvier avouera implicitement qu'il a connu l'inculpation. Voici sa phrase : « Dans la journée du 18 novembre, c'est-à-dire quatre jours après que le gouvernement eut autorisé le parquet à poursuivre... » Ainsi l'autorisation fut examinée en Conseil des ministres ; Rouvier la combattit vigoureusement à plusieurs reprises, et il n'aurait pas demandé : « Qui poursuit-on ? » Allons donc ! le grave souci qui met en chasse MM. Clemenceau et Rouvier, ce n'est pas d'adoucir un Ducret. Ce n'est même point de sauver un Reinach. Ils s'efforcent de rattraper des documents terribles et de les enterrer avant l'explosion imminente.

Cornelius recommence l'opération qui, une fois déjà, lui réussit. En juillet 1888, il a télégraphié en clair à Reinach : « Il faut payer ou vous sauterez, vous et vos amis », et Clemenceau, accompagné de Ranc, a pressé le ministre Freycinet d'agir sur M. de Lesseps pour qu'il fournît l'argent et mît Reinach en mesure de satisfaire Herz. Eh bien ! en octobre-novembre 1892, nous assistons à une répétition de cette manœuvre. Herz promène çà et là le fameux document écrit par Jacques de Reinach et qui dénonce Rouvier, Arène, Devès, Barbe, Albert Grévy, Jules Roche, Dugué de la Fauconnerie, Floquet, Pesson, Léon

Renault, Gobron, Proust, Béral, Thévenet, Sans-Leroy, Henry Maret, Le Guay, ajoutant que 1,340,000 francs ont été distribués par Arton à des hommes politiques dont on ne donne pas les noms. Ce papier fulgurant, il le montre notamment à Andrieux qui passe pour n'aimer pas Rouvier, et voilà de quoi mettre aux champs notre éminent ministre des Finances.

Mais cette arme terrible, si l'on se reporte au témoignage de Stéphan, c'est Clemenceau lui-même qui, l'ayant reçue de Reinach, l'a transmise à Cornelius. Ainsi s'explique que, dans l'effort de cette journée d'agonie et pour peser sur l'implacable Cornelius Herz, Reinach et Rouvier requièrent le concours de Clemenceau.

Dans ce tragique colloque du 19 novembre, au matin, entre Reinach et Rouvier, quand le problème à résoudre, c'est de réparer les trahisons de Reinach, quels ne durent pas être les éclats de Rouvier ! Voilà des minutes où l'instinct de la conservation fait réapparaître la bête, — la bête des quais de Marseille et la bête du ghetto de Francfort, — dans un ministre et dans un banquier. A Cannes, en réunion publique, certain jour, ce Rouvier, ministre, vingt fois ministre, ne craignit pas de boxer sur l'estrade avec un contradicteur. Aujourd'hui ses fortes mains étrangleraient volontiers ce mauvais juif de qui vient tout le péril. Mais, quand la tempête secoue la barque, ce n'est pas l'heure que deux matelots satisfassent leur haine : Rei-

nach et Rouvier se distribuent la besogne urgente.

D'abord ils aviseront à l'attitude de Floquet. On dit qu'au début de la séance celui-ci expliquera comment il a reçu du Panama 300.000 francs. On est perdu si l'on entre dans la voie des aveux. Qu'il se taise. — Ensuite, il faut obtenir de Ricard qu'il ne se prête pas à l'interpellation Delahaye. — Enfin, troisième point : les citations des inculpés n'ayant pas encore été lancées, il faut, par un suprême effort, les faire ajourner, sinon déchirer.

Tout cela, pour gagner un délai, pour trouver le temps de satisfaire les deux cruels étrangleurs, Cornelius, qui veut des millions, et Constans, qui veut la présidence du Conseil. Rouvier y va travailler toute la matinée au Conseil des ministres ; il donne rendez-vous à Reinach pour 2 heures, chez Clemenceau.

Où courut Reinach en quittant Saint-James ?

Vers midi, un commissionnaire sonnait au domicile de Georges Duval, secrétaire de la rédaction de la *Libre Parole*, et le prévenait qu'en bas, sur le trottoir, un monsieur désirait lui parler. « En d'autres « circonstances, dit M. Duval, je ne me « serais pas dérangé, mais nous vivions « dans un temps bizarre où, de toutes « parts, nous arrivaient des concours im- « prévus. » Il descendit et trouva, qui se promenait de long en large devant la porte cochère, le baron de Reinach.

— Montez dans mon fiacre, il faut abso-

lument que nous causions, — dit-il au journaliste qui lui répliqua :

— Vous êtes compromettant, je ne tiens pas à être vu avec vous.

Le baron offrit de baisser les stores. Il paraissait affolé. La curiosité décida M. Duval.

— Place de l'Étoile, dit le baron au cocher.

Puis à M. Georges Duval :

— Je suis un homme perdu. Voilà Floquet qui avoue. Que pensez-vous de l'avenir ?

— Ma foi ! bien malin qui le pourra prédire. On raconte que le peuple commence à murmurer. D'ici à quelques jours, on manifesterait dans la rue que je n'en serais pas surpris. En tout cas, vous me semblez dans de mauvais draps.

— A qui le dites-vous ! La *Libre Parole* pourra se vanter d'avoir attaché un fameux grelot !

— Elle vous épargne systématiquement et l'on s'en étonne dans mon entourage.

— Oh ! de ce côté, je suis tranquille ? C'est quelqu'un des miens qui vous fournit des renseignements.

— Qui donc ?

— Andrieux, parbleu !

En livrant ce secret à M. Georges Duval qui n'avait pas à le taire, Reinach espérait-il qu'un écho en parviendrait au gouvernement, et qu'intimidés, les hommes politiques le mettraient hors de cause ?

Revint-il avec M. Duval sur son absurde projet d'acheter le silence de Delahaye ?

Le fiacre aux stores baissés arrivait place de l'Etoile; le baron de Reinach en descendit brusquement, disant qu'il devait aller à un rendez-vous avec Clemenceau.

Le Conseil des ministres s'était terminé à 11 h. 1/2. M. Rouvier déjeuna à Neuilly. Après-midi, il revint à Paris dans sa voiture, la quitta dans les Champs-Élysées et se rendit à pied rue Clément-Marot. Sur le palier de Clemenceau, il rencontra le baron de Reinach. Clemenceau était sorti. Sans doute, il courait pour l'exécution du plan arrêté à Saint-James et que Reinach, vers midi, lui avait apporté. Rouvier et Reinach se quittèrent après s'être donné rendez-vous au ministère des Finances, vers 5 heures. Il était 2 heures.

A cet instant, du Palais de Justice, M. Quesnay de Beaurepaire écrivait au Garde des Sceaux :

« *Paris, le 19 novembre 1892, 2 heures du soir*

« Monsieur le Garde des Sceaux,

« J'ai l'honneur de vous informer que je fais citer aujourd'hui MM. Ferdinand de Lesseps, Ch. de Lesseps, Fontane, Cottu, Eiffel et de Reinach à comparaître jeudi prochain 24 devant la première chambre de la Cour d'appel jugeant correctionnellement, sous prévention d'escroquerie et complicité, d'abus de confiance et complicité.

« La Cour accordera, s'il lui plaît, une remise pour l'étude du dossier et préparation de la défense ; mais du moins l'affaire sera ainsi liée et fixée.

« Un dernier examen des pièces, joint à une nouvelle conférence avec M. le conseiller Prinot, enquêteur, m'a déterminé à modifier le projet de citation et à compléter celle-ci ; 1<sup>o</sup> par

une prévention d'abus de confiance contre le Comité de direction à raison de trente et un millions pris dans la caisse de la Compagnie pour opérer les manœuvres en vue de l'émission de 1888 : 2° par la mise en prévention de M. de Reinach comme complice d'abus de confiance à raison de l'énorme somme qu'il a appréhendée sur les trente et un millions dissipés.

« J'envoie les citations à 5 heures. »

En même temps, M. Quesnay de Beaurepaire avertissait M. Loubet. Puis il adressait à M. Joseph Reinach le billet suivant :

*« Samedi 19 novembre, 2 heures.*

Mon cher ami,

« Je viens vous prévenir, avec un grand serrement de cœur, de la triste nouvelle qui va vous parvenir ce soir, ou demain matin, par une autre voie. Les citations dans l'affaire du Panama vont être lancées dans un instant, et elles contiennent un nom qui vous tient de bien près. La personne en question a dû vous prévenir, au surplus, puisque, le 4 novembre, M. le conseiller enquêteur l'a inculpée dans un interrogatoire.

« Croyez que je suis navré et que le devoir accompli sous mes yeux, à mon parquet, ne m'a jamais coûté si cher.

« Votre ami toujours.

« J. Q. DE BEAUREPAIRE. »

Cependant que ces lettres terribles, qui allaient transformer des conjectures en évidences, cheminaient à travers Paris, on voyait au Palais-Bourbon cette sorte de tension qui précède les catastrophes. Le monde parlementaire, couvert d'outrages par l'opinion, était ulcéré de fureur et de crainte. La Chambre venait de siéger toute



emaine sans repos. Elle avait consacré quatre jours à d'inutiles efforts pour supprimer la liberté de la Presse. Le jeudi 17, cours d'une discussion, M. Pichon prononça le mot « journaliste », il eut une poussée de haine que le *Journal officiel* enregistra sous ce titre : « rumeurs centre » ; au point que l'orateur s'interrompit : « Mon Dieu ! je suis bien obligé de les mentionner ! »

Depuis le jeudi 10, l'interpellation de Delahaye « sur les lenteurs de la Justice à faire la lumière sur l'entreprise de la Compagnie de Panama » préoccupait tous les députés. En séance, le Garde des Sceaux avait demandé que la discussion fût fixée au jeudi 17. Le mercredi 16, M. Rouvier lui-même fit une démarche près de M. Argeles qui interpellait à côté de Delahaye, sur la reconstitution de la Compagnie de Panama », pour obtenir que le jeune député de Corbeil reportât à huitaine son interpellation. Qu'Argeliès consentît, la Chambre trouvait là un bon prétexte pour ajourner aussi l'interpellation Delahaye. Argeliès refusa. Mais, le lendemain 17, la Chambre avait remis au vendredi 18 la discussion, puis du vendredi 18 à ce jour, samedi 19.

A 4 heures, Rouvier arrivant au Palais-Bourbon traversa la salle du Laocoon. On jouait un drame sur la physionomie contournée du Marseillais...

Rouvier venait de dépasser de six mètres Clemenceau, assis sur une banquette dans la salle Casimir-Perier. Il se retourna

brusquement et, sans s'inquiéter d'un député qui l'abordait, il dit au chef des radicaux qu'il voulait lui parler. Les deux hommes allèrent s'asseoir à l'écart.

D'après la version que MM. Rouvier et Clemenceau donnent de cet entretien, Rouvier aurait dit :

— Je viens de passer chez vous. Le baron de Reinach se trouve dans un état mental très fâcheux par suite de la polémique de la *Libre Parole* et surtout de la *Cocarde*. Il paraît être dans un de ces états d'esprit extraordinaires qui permettent les résolutions les plus graves.

Cependant les députés n'osant pas interrompre ce tête-à-tête entraient en séance.

Ils sont tous là, les amis de Reinach ! Tandis que leur chef chancelant bat le pavé de Paris, ils accourent supporter le choc des éternels boulangistes. Les capitaines de la bande (c'est-à-dire les députés qui distribuèrent à leurs collègues les subsides panamistes) ont donné le mot d'ordre : c'est d'enterrer l'interpellation Delahaye. Les solitaires eux-mêmes (ceux qui touchèrent sans l'entremise d'Arton, de Reinach et des capitaines) comprennent d'instinct la tactique et marcheront au canon. Ce chaos dissimule une admirable discipline ordonnée par la peur et par la haine.

Dans un affreux silence, le président Floquet, tout pâle, s'est levé :

— L'ordre du jour appelle la discussion des interpellations... sur l'affaire de Panama.

Chacun, ami ou ennemi, ressent les voluptés atroces de la peur par sympathie.

— Messieurs, avant de donner la parole...

Ici, tel est son trouble, que ce président expérimenté s'embrouille, confond avec les interpellateurs les orateurs inscrits pour leur répondre. De cette séance et de quelques autres qu'il va subir, son cerveau se liquéfiera. Un jour, on verra Floquet balbutier à la tribune, se taire, descendre, égaré. Aujourd'hui, il se reprend et d'une voix émue :

— J'affirme devant la Chambre que, dans les circonstances dont on a parlé, non seulement je n'ai exercé aucune pression sur qui que ce soit, non seulement je n'ai rien exigé, mais je n'ai rien demandé, je n'ai rien reçu et je n'ai rien distribué.

Quels applaudissements ! quel triomphe ! et dans toute la Chambre, car il n'est pas mauvais, ce vieil homme, et tous ces gens amollis par des mœurs avocassières viennent de souffrir à voir ses mains qui pétrissaient la tablette de la tribune.

L'auteur de ce livre sait que ce Floquet dans sa fleur, et quand il était une bête ardente, n'eût pas eu pitié de ses adversaires, et pourtant, après qu'il est mort dans la pire déconfiture, nous ne pouvons nous rappeler comme un agréable spectacle cet après-midi où nous le vîmes mentir.

Dix minutes après, sur les bancs de la Chambre, on se passait de main en main une feuille sympathique au Président, le *Jour*, qui venait de paraître et qui, trop tard informé de la volte-face obtenue par Reinach, annonçait qu'au cours de la séance, M. Floquet ferait une déclaration

cesse de s'entêter et ne voit plus d'objections au débat. A lundi ! à lundi !

Barthou aurait-il cassé les reins du Parlement ? Cette assemblée, qui sort de la salle des séances, ne semble plus un animal avec une vigoureuse épine dorsale, mais un flot d'eau sale qui se répand dans les couloirs.

Rouvier immédiatement quitte cette mare de vains bavardages. Il court au Louvre et dans son cabinet ministériel où le baron de Reinach l'attend.

La peur et la joie suscitées par les scandales du Panama avaient dans cet après-midi tragique pour résultat et pour sommet l'ivresse de Reinach. Un homme saturé d'émotions violentes s'enfonce dans une sorte de stupeur qui, chez un heureux, s'appelle extase, et qui, chez celui-ci, doit s'appeler hébétude. Rouvier le trouva congestionné, vaincu, au fond du fauteuil ministériel. Il lui jeta les désolantes nouvelles de la séance, puis, aussitôt, ce Marseillais tout ressort entraîna ce Juif de graisse déliquescence.

Le jour tombait rapidement. Le ministre et l'inculpé purent sortir du Louvre sans être dévisagés. Ils allaient implorer Cornelius Herz. Par un autre chemin, Clemenceau y courait.

Sur ce célèbre conciliabule du samedi 19 novembre, nous n'avons que les témoignages de MM. Rouvier et Clemenceau. Il y subsiste quelque chose de l'atmosphère vraie : des silences, des contradictions qui évoquent la terreur, mais nulle parole au-

thentique. Un long répit de vingt-quatre jours, une fuite, une mort, permirent de tout maquiller.

D'après ces messieurs, Clemenceau arriva le premier chez Cornelius. A les croire, il n'aurait pas ôté son chapeau et son pardessus que déjà Rouvier et Reinach entraient. Le baron, sanguin à crever et les yeux hors de la tête, prononça peu de paroles. Elles paraissaient sortir de son gosier avec beaucoup de difficulté :

— Monsieur Rouvier, ministre des Finances, disait-il, a bien voulu m'accompagner auprès de vous pour joindre ses instances aux miennes et vous demander s'il est en votre pouvoir, comme je crois, d'apaiser la polémique de la *Libre Parole* et de la *Cocarde*.

A quoi Herz répondit que ce n'était plus en son pouvoir, que, s'il avait été prévenu plus tôt, il aurait peut-être pu le faire par des influences personnelles.

Tel est le récit de MM. Rouvier et Clemenceau. Ils insistent sur ceci qu'ils ne parlèrent ni l'un ni l'autre. Cette courte visite aurait été une espèce d'entrevue de sourds et muets. On procédait par signes comme au chevet d'un moribond. M. de Reinach parut tout à fait déconcerté. Ses gestes plus que ses paroles suppliaient. Extraordinairement nerveux, il avait un parler saccadé et pénible.

« Je ne me souciais pas de prolonger la visite, — a déclaré Rouvier — : j'y mis fin dès que je le pus. »

Voici la déposition de M. Clemenceau :

« Quand M. de Reinach vit que Cornelius Herz était hors d'état de faire quelque chose pour lui, après avoir insisté par des mots qui indiquaient qu'il avait le plus grand désir d'aboutir à tout prix, par quelque moyen que ce fût, il se leva et vint à moi en me disant : — Je vous en prie, vous ne pouvez me refuser cela, menez-moi chez M. Constans ! — Vous pouvez y aller seul. — Non, répliqua Reinach, ce n'est pas la même chose. Venez avec moi. »

L'inculpé, le ministre et Clemenceau quittèrent Cornelius. Rouvier héla un fiacre devant la gare du Trocadéro et rentra chez lui en traversant le Bois.

Oh ! l'incompréhensible scène ! Soit : ces grands personnages, montés dans de telles circonstances chez le puissant Cornelius, n'y prononcèrent pas un mot ! Mais, tout de même, quel terrible et véhément dialogue ils auraient échangé s'ils avaient connu leurs rapports réels ! Et vraiment, les ignoraient-ils ?

Clemenceau devançant chez Cornelius les deux suppliants qui l'avaient décidé à intervenir lui aurait rapidement indiqué la situation parlementaire, puis baissant la voix :

— Ce papier que je vous ai porté en 1890 et qui constitue contre Rouvier, contre Reinach et contre les amis de Rouvier la preuve la plus écrasante, que comptez-vous en faire ?

— Je n'ai pas pris de décision ; je verrai.

---

- Reinach suppose que vous seriez disposé à remettre à un journaliste ou à un homme politique les chèques qu'il vous a faits. Vous sentez dans quelle situation d'autre bougre se trouverait ! A la fois délateur et délateur ! il serait écrasé comme dans un étau. Voilà ce qui l'affaiblit !

Et comme on entendait le pas des deux hommes dans l'antichambre et que Cornélius ne répondait toujours pas, Clemens aurait eu fort raison de lui dire rapidement :

- Quel que soit votre plan, inutile, n'est-ce pas ? de raconter à Rouvier que le papier m'a passé par les mains. Je ne sais pas si Reinach lui en a dit un mot. Ce n'est d'ailleurs que je tiens à ménager Cornélius ! Ah ! si vous vouliez, Cornelius, faire une bonne campagne à faire avec vos collègues sur Panama : à nous deux, nous ferions l'opportunisme !

Mais la porte s'ouvrait. Et Reinach disait :

- J'aurais beaucoup de reproches à vous adresser, Herz, vous m'avez pris mon argent et les documents que je n'aurais pas dû vous livrer ! Enfin me voici et M. Rouvier vous accompagne. Nous venons vous demander quelles que soient vos conditions, de bien vouloir donner à la publicité. M. Clemens est au courant de tout ; il sera témoin de notre engagement, nous sommes à votre disposition.

- Non, répondait Herz, il y a quelques jours, je vous ai dit qu'avec 6 millions

je me chargeais de tout arranger ; n  
vous avez laissé passer le moment.

— Je ne les ai pas, ces 6 millions, s  
pliait Reinach, mais je suis prêt à so  
crire tous les engagements.

— Non, c'est inutile. Vous vous tr  
pez, je n'agirai pas contre vous. Vous  
vos amis, vous n'avez pas eu confian  
vous avez négligé mes offices qui, d'  
leurs, aujourd'hui arriveraient trop ta  
Je crois que pour 6 millions je serais  
venu à calmer cette fâcheuse affaire. M  
je n'userai pas du document. Vous d  
qu'on en parle ! Cela peut venir de Co  
tans... Vous savez qu'en mars 1890, qu

il a quitté le ministère, on l'a renseign  
sa documentation lui a permis de re  
aux affaires quinze jours plus tard.

En vérité, les plus épaisses tén  
enveloppent cette visite. Nul ne  
racontera cette conversation de Re  
Rouvier et Clemenceau chez Cor  
Herz. On possède une lumière po  
une phrase de Cornelius Herz. Il a  
M. Andrieux que Reinach et F  
l'étaient venus trouver, chacun da  
propre intérêt. Affolés tous deux éga  
ils sollicitaient l'intervention d  
Seulement Rouvier aurait eu u  
grande force de caractère que le b  
Reinach et il n'aurait pas poussé l  
jusqu'à mettre fin à ses jours.

Quoi qu'il en soit, devant le  
menaçant et ferme de Corneli  
Rouvier, vieux cheval de bataille  
sera pas en supplications. Il re



lui ; il ménage ses forces et verra venir. Peut-être espère-t-il encore que Loubet et Burdeau auront convaincu le Procureur général d'abandonner les poursuites.

Quant à Clemenceau, si au quitter de Cornelius il accompagne encore Reinach, c'est apparemment qu'il veut entraver de ses bons offices cet agonisant et empêcher qu'à la dernière heure il ne rue dans le brancard parlementaire. Mis en face de la fameuse liste, il serait capable de s'écrier : « Je l'avais confiée à M. Clemenceau ! » Ah ! la mort de ce Reinach faciliterait bien des choses ; en attendant, il faut le convaincre par d'affectueux procédés que, si l'événement dépendait de Clemenceau, Herz et Constans plieraient.

Voilà d'une façon très plausible les idées que, pour rester conforme à soi-même, Clemenceau aurait dû remâcher dans le fiacre qui le menait, côte à côte avec le baron, de Cornelius chez Constans. Mais Clemenceau nie que la « liste Reinach » ait jamais passé entre ses mains ; il nie qu'on ait parlé de cette liste chez Cornelius Herz ; il affirme même l'avoir vue pour la première fois chez le juge d'instruction. (Ici l'erreur est certaine. On sait que M. Andrieux, quand il rapporta de Bournemouth la « liste Reinach », la soumit à M. Clemenceau. Et ce fait prouvé démontre que M. Clemenceau ne se croit pas obligé de témoigner contre soi-même.)

« Pendant tout le trajet, dit M. Clemenceau (de l'avenue Henri-Martin à la rue des Ecuries-d'Artois), M. de Reinach

un canapé, les talons étalés sur le parquet, loin de la tête, les yeux en l'air. « Autant  
« nous avons vu chez Herz un homme excité  
« et résistant, — a raconté Clemenceau,  
« — autant chez Constans je le vis détendu,  
« très affaissé. »

— Vous vous êtes mépris ou l'on vous a trompés, disait Constans. Je n'ai aucune action sur qui que ce soit dans les journaux qui vous attaquent ou qui attaquent en ce moment certains de mes collègues, et, par conséquent, je ne puis en aucune espèce de façon intervenir.

— Il faut arrêter cette polémique, répéta Reinach.

M. Constans dit à plusieurs reprises :

— C'est impossible, je ne sais pas... Je veux bien chercher... essayer... Ne comptez pas sur moi... Je ne réussirai pas... Je ne peux pas.

Dans les conversations où l'un demande une chose que l'autre refuse ou ne veut pas accorder, c'est toujours la même phrase qu'on échange deux ou trois fois. Les gens d'esprit net sentent bien alors dans l'accent d'un homme obsédé, dans le regard, qu'il n'y a pas à insister.

D'après Constans, Clemenceau se serait tourné vers Reinach et lui aurait dit :

— Vous voyez bien !

Constans veut indiquer par cette exclamation que Clemenceau avait dissuadé Reinach de cette démarche, qu'il en avait prévu l'inutilité. Mais ce « vous voyez bien » ne figure pas dans la déposition de Clemenceau. Clemenceau déclare, au contraire,

Il avait admis une intervention utile de Constans.

Reinach se leva sans rien dire et se dirigea vers la porte. Cela seul est certain : le misérable baron de Reinach n'en pouvait plus.

Constans, pour tous détails, nous dit ment qu'il donna au banquier juif un

MM. Constans et Clemenceau se sont amusés avec complaisance sur ce petit fait parce qu'il a quelque chose de pittoresque et qu'en divertissant l'attention il sert en même temps un gage de la mise en véracité des dépositants. M. de Reinach avait oublié sa bourse, il pria Constans de lui donner quelque monnaie pour régler le fiacre qui l'attendait.

Le mot emprunt peut avoir un sens si Reinach veut marquer son impuissance à fournir la somme de six millions qu'exige Cornelius. Autrement il est inexplicable. En effet, Reinach et Constans, au dire de Clemenceau, se connaissaient fort peu. Et puis Clemenceau n'était-il pas désigné pour être un fiacre dont il venait de partager le paiement ? Enfin, ce fiacre n'allait-il pas mener le baron chez sa fille ou dans son particulier hôtel ?

Constans dépose qu'il a remis un écu au conseiller des finances françaises en lui disant :

Je puis bien prêter cinq francs à un homme d'État.

Reinach passa devant et descendit l'escalier. Il semblait blessé de l'accueil. Constans, qui fait cette remarque, dut ajouter à

part soi, en verrouillant sa porte : « Voilà  
« bien comme sont tous les tapeurs : celui-ci  
« me dérange de table et il part encore  
« irrité. » Mais M. Constans en a vu bien  
d'autres, c'est un gentilhomme indulgent.  
Il a déclaré à la Commission d'enquête :  
« Si j'avais vu à l'attitude de M. de Reinach  
« qu'il eût en tête de commettre cet acte  
« (se tuer), je ne suis pas dans l'intimité  
« de M. Joseph Reinach, mais je le con-  
« nais depuis quinze ans et, certainement,  
« je l'aurais averti. »

Reinach et Clemenceau descendirent l'escalier sans se parler. Sur le trottoir, dans cette nuit noire du mois des Morts, Reinach pria encore Clemenceau de l'accompagner. Celui-ci s'excusa : on l'attendait chez lui.

Nous ignorerons toujours avec quels éclats de récriminations, de menaces, M. Rouvier, puis M. Clemenceau, successivement, ont abandonné le malheureux, d'ailleurs peu recommandable, autour de qui ces deux énergiques amants de la vie flairaient une odeur de mort.

Voici comment M. Clemenceau résume ce dernier instant :

« M. Reinach m'a serré la main en montant en fiacre et m'a dit : — Je suis perdu. — Je voyais un homme frappé à mort, mais je ne savais pas pourquoi il était perdu ; je l'ai quitté et je suis rentré à pied chez moi. »

Ainsi Clemenceau et Rouvier, à les croire, avaient accompagné ce gros homme « par un sentiment de pitié », et ils l'aban-

donnent quand il ne dit plus : « C'est une question de vie ou de mort », mais tout au court : « C'est ma mort. » Ils l'abandonnent dans la rue à l'heure du jour la plus mauvaise conseillère. Clemenceau remonte de son pas sec et décidé, la canne en moulinet, vers la rue Clément-Marot. Paris retentit des journaux du soir et, entre tous, de cette *Cocarde* qui de rien monte brusquement à des tirages de 300.000. « Demandez la *Cocarde*, sa cinquième édition : le Panama à la Chambre. Les mensonges de Floquet. Les poursuites pour escroquerie contre le baron de Reinach. » Un tourbillon de colère et de badauderie, qui depuis un mois grossit, vient d'enlever tout ce qui traînait de soupçon et de petits faits pour en composer une trombe formidable, que nulle intrigue pour l'instant ne rompra, mais que l'on peut jeter sur quelque victime expiatoire.

Vers 8 heures, quand du fiacre payé par M. Constans le baron Reinach descendit chez son gendre et neveu Joseph Reinach, une pire atmosphère encore l'attendait autour de la table de famille. Il trouva dans son assiette le poulet envoyé vers 2 heures à Joseph Reinach par le Procureur général. Une scène terrible éclata entre les deux hommes. Les actionnaires de Panama, réunis en assemblée générale, n'eussent pas fait au baron plus de tapage que M. Joseph Reinach, qui, à toute volée, lui jetait son grand grief, non pas : « Vous avez déshonoré notre nom », mais « Vous me coûte une ambassade ».

Vers 8 h. 1/2, Joseph s'interrompt pour téléphoner l'irréremédiable nouvelle à Rouvier. Il prévint aussi les plus importants des cent vingt-trois députés que le baron avait corrompus et dénoncés à Cornelius. L'intensité de ce cri d'alarme, véritable sauve-qui-peut ! « Le baron est impliqué ! » doit se mesurer sur l'affolement et d'après les résolutions qu'allait prendre cette famille Reinach ; mais les figures de ces correspondants penchés sur le récepteur, hélas ! nous ne les verrons point. En ce temps-là, conséquence d'une surproduction de dramas, il y eut d'irréparables gaspillages de physionomies tragiques.

De tous côtés on s'avertissait, et de toutes parts venaient des nouvelles d'échec. Le parquet avait refusé de céder au président du Conseil. Vers 4 heures, en effet, M. Quesnay de Beaurepaire avait reçu le mot de Loubet l'invitant à suspendre l'action judiciaire et l'appelant place Beauvau. Cette lettre l'avait bouleversé ; elle ne contenait pas les seuls mots qui pussent rassurer le magistrat : « Je vous écris d'accord avec mon collègue de la Justice ». Il soupçonna un piège. Il n'avait plus que deux heures pour notifier les citations avant l'expiration de l'heure légale. Il s'avisa de réclamer plusieurs voitures où il installa ses huissiers munis de leurs copies et avec ordre de se tenir prêts devant la grille du ministère. Lui-même courut place Beauvau. M. Loubet n'était pas rentré. Il tarderait à peine quelques minutes, disait son chef de cabinet. A 6 heures, M. le

Procureur général févrex attendait toujours. L'heure légale était passée, les huis-siers ne pouvaient plus instrumenter. A 6 h. 1/4, M. Loubet, flanqué de M. Burdeau, reçut M. Quesnay.

Les « graves nouvelles d'Italie » signifiaient-elles quelque machine combinée là-bas par Reinach, baron italien, dans sa fugue de Monte-Carlo ? Le Président du Conseil avoua qu'il les avait inventées pour arrêter le départ des citations :

— Ne convenait-il pas de réfléchir avant d'accomplir un acte irréparable ?

M. Loubet parlait avec embarras. Enfin, appuyé par M. Burdeau, il demanda s'il était nécessaire de comprendre dans la poursuite le beau-père de M. Joseph Reinach.

M. Quesnay de Beaurepaire distinguait nettement que ces gens, qui n'avaient pas pris sur eux de s'opposer aux poursuites, voulaient lui faire assumer des retards et des modifications. Ministres, ils n'osaient pas agir sur leur collègue, M. Ricard, et ils voulaient que lui, procureur, s'opposât à son chef. Il protesta avec véhémence.

M. Burdeau prit la parole :

— Vous ne pesez donc pas les conséquences de votre acte ? C'est la guerre des radicaux contre les amis de Gambetta, dictée par la haine et par l'ambition. Derrière Jacques de Reinach, on cherche Joseph. C'est notre vieux point de ralliement, le journal *La République Française*, qu'on s'est promis de noyer dans la boue. Par la blessure qu'on ouvre, le plus pur sang républicain coulera.

Le Procureur général répondit :

— C'est un vrai supplice que vous faites tous subir depuis un mois; s'il faut aujourd'hui quitter la ligne droite, je donnerai ma démission.

M. Burdeau avait les larmes aux yeux et serra silencieusement la main de M. Quinquay de Beaurepaire et sortit. Cependant que le Président du Conseil, épouvanté du scandale que causerait dans les conjonctures la démission du Procureur général, donnait à celui-ci mille satisfactions en mots, le ministre de la Marine courait prévenir les Reinachs.

Il leur dit l'inutilité du suprême effort tenté dans le cabinet de la place Beauvau. Le plus audacieux des subterfuges n'avait pu que reculer jusqu'au lundi les citations. L'heure arrivait des suprêmes arrangements.

Au terme de cette journée où le général baron a trouvé toutes les issues closes, le cercle se resserre jusqu'à lui mettre des mains d'étrangleurs autour du cou. Les complices, qui d'abord pensaient s'évader du péril avec lui, travaillent à l'y maintenir. Depuis quelque temps un gêneur, il est devenu pire qu'un suspect. Aussi peut-on le tenir pour un cadavre en train de se faire. *Jam fœtet*. Ils piétinent de hâte pour l'ensevelir.

Que fit ce paria de ces dernières heures? Ainsi qu'il arrive quand on suit une chassette nous découvrons des traces, nous entendons les chiens, mais la bête, nous l'apercevons par rares intervalles. On dit l'av



---

vers 11 heures dans un petit entresol, deux sœurs qu'il entretenait. Ail-  
qu'auprès de ces filles, pouvait-il trou-  
désormais un coin pour souffler ?

ns amis, sans horizon, sans dignité  
ieure, plus triste qu'un chien perdu  
ourtant incapable de nous émouvoir,  
ulpé rentra chez lui vers 2 heures  
natinet demanda du café. Il but aussi  
coup d'eau. Au terme de ce terrible  
er, c'est le gibier dans la mare.

ul doute qu'à cette extrémité et quand  
t sa suprême méditation : « La vie  
elle la peine d'être vécue ? » le baron  
Reinach ne se comprit comme une  
ime expiatoire. Les administrateurs qui  
laient rejeter sur les parlementaires la  
licte publique ; les parlementaires enra-  
d'être trahis ; Cornelius décidé à tout  
er ou à faire de l'or ; le gouvernement  
ne pouvait pourtant pas poursuivre  
cinquante députés, sénateurs et grands  
ctionnaires ; la Justice qui ne voyait  
que la mort pour arrêter un procès  
idaleux ; sa famille enfin, tout chassait  
malheureux dans les résolutions extrê-  
. Ainsi Israël jadis poussait au désert  
pouc chargé des malédictions qu'il fal-  
détourner de dessus le peuple.

ien ne fausse plus la réalité que d'y  
loir trouver des types absolus et com-  
s. Frivole et grossier, ce jouisseur cyni-  
, ce porc du boulevard, ce Jacques de  
nach a tout de même des entrailles  
aines, familiales. De longs siècles de  
o le formèrent. Et puisque Joseph,

sous sa redingote de la Conférence M cache les obstinations d'un prophète d'Is j'admets que ce baron se sacrifia co un patriarche pour sa tribu. Pour n'eût-il pas ressenti des sortes de rem Il est très possible qu'il ait été si père que de ne pouvoir supporter le qu'il allait causer à son gendre.

... Le valet de chambre, Jean Kerm a raconté que, le lendemain dima quand il voulut entrer dans la chamb son maître, il trouva « un membre famille » qui lui dit :

— Ce n'est pas la peine : le baron est mort.

A la même heure, Hébrard courait Cornelius Herz et lui criait :

— Reinach s'est empoisonné.

Cornelius demanda :

— Et les papiers ?

Hébrard répondit :

— Depuis six heures, Joseph brûle.

Cornelius se rendit aussitôt chez son cat, Andrieux. Dans la matinée, And chercha Ducret à Neuilly. On le ren aux bureaux de la *Cocarde*. Sans pr bule, il proposa au journaliste une « piration ».

— Cela nous a mal réussi au temp boulangisme, observa Ducret. Néanm conspirer avec vous ne peut être qu' ressant.

Andrieux parla d'argent, puis il e nua :

— Vous paraissez savoir beaucoup choses, j'en connais aussi d'intéressa

autre, je vous apporte de précieux conseils que vous ne soupçonnez pas. Il faut parler avec Cornelius Herz, et non contraire ; il faut s'accorder avec Clemenceau. Le *Temps* imprima le soir même que le baron de Reinach était mort d'une congestion cérébrale. C'est une version que, le 12 décembre, Rouvier essaya encore de maintenir : « Le dimanche matin, dit-il, quand j'ai su par une communication de Joseph Reinach que le baron était mort dans la nuit, je me suis rendu chez Joseph Reinach qui m'a dit que son oncle-père était mort d'une congestion cérébrale. Je lui ai demandé : — Est-ce mort d'une congestion cérébrale ? — Il m'a répondu : — Oui. Le médecin l'a dit. Les esprits malveillants pourront prétendre qu'il est mort empoisonné, mais le médecin affirme et nous tenons qu'il est mort d'une congestion cérébrale. » On voit le regard, on entend le ton de deux hommes forts.

Pendant, M. Quesnay de Beaurepaire demandait d'urgence à son domicile les huis-clos, et, comme la mort éteint toute poursuite, il faisait recopier les citations en imprimant ce qui avait trait au baron de Reinach.

Ces exploits ainsi allégés furent notifiés le lendemain matin 21 novembre.

## V

## L'ACCUSATEUR

*(21 novembre 1892).*

Cette mort du baron de Reinach, plusieurs personnes l'annonçaient dans quelques heures avant qu'elle fût accomplie.

Le samedi soir 19 novembre, tandis que Reinach gravissait l'escalier de M. Delahaye, Jules Delahaye, député de Charente, dans son cabinet, travaillait à son intervention sur l'affaire de Panama, depuis longtemps remise, mais enfin fixée au 20 novembre. Delahaye, comme beaucoup d'orateurs, rédige tout au long ses discours, puis, à la tribune, sans réclamer de sa mémoire le texte, il parle selon les conjonctures, n'obtient rien de cette préparation écrite que la plus sûre maîtrise. Il relisait donc ses notes. A trois reprises déjà, il avait intervenu devant la Chambre la question du Panama. Il songeait que cette fois il n'était pas si mal documenté que les précédentes, et si sûr de caractère, si désireux de frapper pour sa gloire et par haine des parleurs, il se désolait de n'apporter que des allusions et des précautions. A cette minute que deux hommes politiques lui firent passer leurs noms qu'il avait à prononcer. L'un, ami ancien et éprouvé, l'autre, personnage considérable et mêlé

tes les intrigues du gouvernement. Ils lui racontèrent dans leurs grandes lignes les plus secrets événements du jour.

— Reinach, conclurent-ils, va disparaître ou mourir. Son désespoir, sa résolution bouleverseront tout. Plus de précautions, nous entrons en plein drame.

Ils mirent alors à nu devant Delahaye le rôle du baron de Reinach et de son principal agent Arton. Ils énumérèrent cent cinquante députés, sénateurs et grands fonctionnaires à qui avaient été distribués en cent soixante-douze chèques, 3 millions. Ils lui révélèrent que Barbe, ancien ministre, avait exigé 400.000 francs ; que Sans-Leroy, député, faisant partie de la commission chargée d'examiner, en 1886, le projet relatif aux valeurs à lot, en avait assuré l'adoption moyennant 200.000 francs ; qu'on avait dû donner 200.000 francs pour acheter le *Télégraphe* qui ne valait pas 20 francs, parce que M. de Freycinet s'intéressait à ce journal ; que le gouvernement avait réclamé 500.000 francs pour l'acquisition d'un grand journal à l'étranger ; que 300.000 francs avaient été remis à M. Floquet, ministre de l'Intérieur, pour des journaux qu'il favorisait.

Et passant à l'objet même de leur mission :

— Il s'agit, dirent-ils, de demander à la Chambre une commission d'enquête sur tous ces crimes. Aurez-vous cette hardiesse ?

Delahaye comprit qu'il causait avec des envoyés. Les administrateurs du Panama

voulaient dériver la colère publique sur les parlementaires.

— Quelles armes, répondit-il, mettez-vous dans mes mains ? Où sont les preuves ?

Le temps manquait pour se procurer les papiers logés en lieux sûrs. Mais pour l'instant il ne s'agissait pas de prouver ; il fallait dénoncer et réclamer une enquête. De l'enquête surgiraient toutes preuves... Et le personnage politique citait des traits de l'histoire, propres à exciter l'émulation, le dévouement de Delahaye.

— Reculez, ajoutait-il, craignez de vous perdre, et c'est le pays qui se perdra. Vous pouvez libérer la France. A cette heure, je l'avoue, vous devez choisir entre une faiblesse et une témérité... Eh bien ! votre ami qui me connaît vous répond de moi. Allez-y ! demandez, exigez, obtenez une commission d'enquête : devant elle, je vous le jure, Lesseps et Cottu viendront parler.

Delahaye vit bien que les administrateurs voulaient un instrument. Mais il se sentit assez fort pour négliger leurs mobiles et ne considérer que sa cause. Il se répéta que l'occasion doit être la maîtresse des hommes. Et cette occasion lui paraissait « providentielle ». Il était sûr de son ami, et mentalement il disait à l'autre : « Toi, tu marcheras, parce que tu parles devant un tiers. » Il pensait encore : « Les calculs de ces deux hommes me sont indifférents » je prends en moi-même mes motifs de me décider. Ils ne me donnent pas un dossier

« sur quoi m'appuyer: eh bien ! je m'appuie-  
« rai sur l'amitié de celui-ci et sur l'intérêt  
« de celui-là. Tous deux savent qu'avant  
« de me casser les reins, je saurais les cas-  
« ser à qui m'aurait trompé. » Le péril et  
l'honneur tentaient cet homme de quarante  
et un ans. Etre un jour, dans un grand  
pays, corps à corps, devant tous, à soi seul,  
l'opposition ! Ne rien dire à personne, aller  
de l'avant, et puis, à la grâce de Dieu !

Il accepta.

En s'adressant à Delahaye, ces deux  
émissaires étaient bien renseignés.

Déjà connu des professionnels comme  
l'âpre directeur du *Journal d'Indre-et-Loire*,  
Jules Delahaye avait émergé à la grande  
publicité lors du discours de Tours dont il  
avait discuté les termes avec Naquet. Elu  
sous le patronage du général Boulanger, il  
était en 1892 des cinq ou six revisionnistes  
qui siégeaient à droite, reliés par de puis-  
sants souvenirs et par des haines commu-  
nes, plus puissantes encore, aux parias qui  
siégeaient sur « quelques bancs à l'extré-  
mité gauche de la salle ». Portés dans cette  
chambre par la tempête de 1889, ces bou-  
langistes, battus de tous les outrages, en-  
tendaient à peine dans la masse de leurs  
illégalistes quelques relations de courtoisie.  
Nulle solidarité, aucunes affinités. En 1890,  
après un discours romantique de ce pauvre  
dier de Montjau, en dépit d'une défense  
digne de dialectique et de sobriété,  
Delahaye fut invalidé. « Je l'invalidé, parce  
qu'il est boulangiste », s'écriait ce tribun de  
drame. « Bien rugé, vieux lion ! » pen-

sèrent les amateurs, mais ils dirent de Delahaye: « Voilà un homme qui serait heureux de se venger. » Cette position boulangère explique que Delahaye accepta la tâche d'accusateur. Certes, de vie simple, milieu provincial, avec de fortes convictions, il était naturellement capable s'échauffer contre le système. Mais il n'avait point d'honnêteté ni de courage qui tiennent : un député d'une autre formation que la boulangiste n'aurait pas eu l'indépendance de décimer le Parlement.

Ce soir de novembre, dans son modeste appartement, Delahaye comprit qu'il tenait, le bon plat de vengeance qui mange froid. Il se mit sur l'instant au travail ; il récrivit d'un bout à l'autre son discours et se décida pour l'affirmation solenne des faits qu'on venait de lui exposer sans preuves, car, se disait-il, je dois finir si fort qu'ils perdent la tête et qu'ils entraînés par la fureur, dans une sorte de délire, ils m'accordent l'enquête.

Tout le dimanche, il s'enferma avec ses fortes phrases qu'il forgeait, essayait, retouchait encore sur l'enclume pour qu'elles lui manquassent pas dans la bataille.

Du dimanche au lundi, ce journaliste provincial, de qui l'histoire allait accueillir la collaboration, ne dormit pas. Il se montra dans la solitude à la hauteur de son rôle. Ceux qui sentent la peur, je les dis les plus braves les plus beaux, car la grande bravoure, c'est de la peur examinée et matée.

La figure de Jules Delahaye parlait, et ses résolutions quand, le lundi 21 novem-



...travaux de la commission  
pour la réorganisation de l'enseignement  
supérieur. Il est évident que  
— les travaux de la commission  
dans les domaines de la formation  
que nous venons d'évoquer  
Des notes ont été déposées  
dans les commissions compétentes  
pour leur examen et pour leur  
rédaction pour l'adoption  
tout à l'heure. Elles ont été  
collaborées à l'unanimité  
dans la séance du 15 octobre  
et ont été présentées à la  
Commission de l'Enseignement  
supérieur.

Cette commission a été  
constituée par le Parlement  
le 15 octobre 1958. Elle a  
pour mission d'étudier les  
propositions de loi relatives  
à l'enseignement supérieur  
et de faire rapport au  
Parlement.

Elle est présidée par  
M. le Ministre de l'Enseignement  
supérieur et comprend  
des représentants de  
l'enseignement supérieur  
et de l'enseignement  
secondaire.

Elle a tenu sa première  
séance le 15 octobre 1958  
et a depuis lors tenu  
plusieurs autres séances.  
Elle a examiné et adopté  
plusieurs propositions de  
loi relatives à l'enseignement  
supérieur.

Elle a également examiné  
et adopté plusieurs propositions  
de décret relatives à l'enseignement  
supérieur.

Elle a enfin examiné et  
adopté plusieurs propositions  
de loi relatives à l'enseignement  
secondaire.

sèrent les amateurs, mais ils dirent de Delahaye : « Voilà un homme qui serait heureux de se venger. » Cette position boulangiste explique que Delahaye accepta la tâche d'accusateur. Certes, de vie simple, de milieu provincial, avec de fortes convictions, il était naturellement capable de s'échauffer contre le système. Mais il n'y a point d'honnêteté ni de courage qui tiennent : un député d'une autre formation que la boulangiste n'aurait pas eu l'indépendance de décimer le Parlement.

Ce soir de novembre, dans son modeste appartement, Delahaye comprit qu'il le tenait, le bon plat de vengeance qui se mange froid. Il se mit sur l'instant au travail ; il récrivit d'un bout à l'autre son discours et se décida pour l'affirmation absolue des faits qu'on venait de lui exposer sans preuves, car, se disait-il, je dois frapper si fort qu'ils perdent la tête et qu'entraînés par la fureur, dans une sorte de défi, ils m'accordent l'enquête.

Tout le dimanche, il s'enferma avec ses fortes phrases qu'il forgeait, essayait, remettait encore sur l'enclume pour qu'elles ne lui manquassent pas dans la bataille.

Du dimanche au lundi, ce journaliste provincial, de qui l'histoire allait accueillir la collaboration, ne dort pas. Il se montait dans la solitude à la hauteur de son rôle. Ceux qui sentent la peur, je les dis les braves les plus beaux, car la grande bravoure, c'est de la peur examinée et matée.

La figure de Jules Delahaye parlait, criait ses résolutions quand, le lundi 21 novem-

bre, traversant la salle des Pas-Perdus, avec sa serviette sous le bras et d'un pas élastique, il arrêta Sturel pour lui dire :

— Du nouveau ! du nouveau ! Montez dans les tribunes, trouvez une place coûte que coûte : il va tomber une terrible bombe.

Des mots analogues mettaient la fièvre dans les couloirs qui se vidèrent. A 5 heures, on crut entendre les trois coups au rideau pour l'ouverture d'un drame que tout le monde annonçait sans connaître les collaborateurs ni le scénario. Sturel se jeta dans la tribune des anciens députés. Les élus se pressèrent à leurs bancs. Quelques-uns avaient bu pour mieux soutenir le choc.

Cette inoubliable séance, la « Journée de l'Accusateur », se passa en pleine lumière ; elle fait contraste avec l'obscur « Journée du baron de Reinach, » qui fut la mort de Polonius : un rat qu'on tue derrière le rideau.

Les hommes de service, pour mieux voir leurs maîtres dans la honte, augmentèrent la puissance du plafond lumineux quand Jules Delahaye gravit la tribune. Il était blême, avec ses lèvres retroussées qui laissaient voir par éclairs le luisant des dents comme des crocs. De la façon dont il débuta : « J'apporte ici mon honneur ou le vôtre », chacun comprit, comme sur le terrain, quand le directeur du combat dit : « Allez », que c'était l'instant de lutter sans ménagement ni distraction.

Sur les bancs étroits et serrés, les parlementaires avertissaient déjà de la bagarre

une ? Non point une haine sombri-  
ante, mais quelque chose d'ap-  
poyeux, comme d'un lutteur qui ne  
lui accorde de pitié !

— Je vous apporte, disait-il, m  
affaire Wilson. Celle-là n'était q  
audence d'un homme Panama c

qui jeta le véridique Mariotte en prison. Phrase par phrase, ils commencèrent de hacher l'orateur.

— Les noms ! les noms ! criait-on sur les bancs.

Mais de l'extrémité gauche de la salle, Déroulède debout lança :

— Je suis avec Delahaye qui réclame la justice et la vérité.

Et, des galeries publiques, tous les visages penchés sur cette cuve disaient : « Nous aussi. »

Le discours que Delahaye avait écrit, avec ses amples développements, offrait trop de prise au vent dans cette tempête. Brusquement il se resserra, put d'autant mieux filer vers son but.

— Pour émettre des valeurs à lots, il fallait une loi ! Un homme intervint qui n'est plus de ce monde depuis hier... Il se fit fort d'obtenir la loi par la toute-puissance de ses relations politiques et par la corruption. Il demanda 5 millions qui lui parurent d'abord suffisants pour acheter les consciences à vendre du Parlement.

— Les noms ! les noms !

— L'enquête vous les donnera... Ce mort récent connaissait jusqu'au chiffre des dettes des députés. Il tarifa chacun selon son importance politique. Il remit à son homme de confiance, un nommé Arton, qui depuis a passé la frontière, un carnet de chèques pour qu'il « fît le nécessaire ». Telle fut l'expression convenue.

— Les noms ! Les noms !

— Votez l'enquête...

du Panama pour qu'ils enflasse  
de la corruption.

« Un jour ce fut l'élection  
fallait 100.000 francs pour  
100.000 francs pour un au  
100.000 francs pour les frais

le fois le chèque fut endossé par un  
on de bureau. »

· Les noms ! Les noms !

agnifique jeu de scène ! Delahaye  
tenant désignait du doigt les concus-  
naires. Oui, son doigt, que six cents  
ementaires suivaient, cherchait sur  
s bancs les criminels épars. Au pied de  
ibune, au banc ministériel, il voyait  
cinet de qui les yeux ne le quittaient

Celui-là, confident avec Clemenceau  
anc du secret de Cornelius, par sa  
ité et son à bout d'haleine, fit mieux  
ucune fureur de la Chambre sentir à  
haye quels mystères il effleurait. C'est  
vier qui montra la plus riche nature.

regard, sa bouche, son front, tout  
gés d'aveux insolents, défiaient, tu-  
ient l'Accusateur : « Continue, redou-  
et puis quoi ? » Quant à Loubet, au  
de cette séance où il agit sensiblement  
etit bonheur, chacun lui reconnut l'air  
niais éperdu.

ul tableau ne peut restituer cette pan-  
me tragique de l'Accusateur, menant  
les regards aux quatre coins de la  
mbre ; et la plus savante excitation à  
une, pas même le bruit des fusils qu'on  
é, ne vous remuerait aussi profondé-  
t que fit, en cette séance, le timbre  
aux de ce cri : « Les noms ! Les noms ! »  
féré par une centaine de simples co-  
s contraints à réclamer une preuve  
s tremblaient qu'Arton ou Reinach  
ent vendue.

la Compagnie pour 200,000  
méconnut d'abord sa valeur et  
refusa. Ce député se mit à la tête  
du mouvement, escomptant le prochain  
la loi, joua à la baisse avec la parole  
d'un banquier. Celui-ci avait



---

cut les 200,000 francs. Le projet fut  
té dans la commission par six voix  
e cinq. Mais le concussionnaire avait  
é de prévenir son ami le banquier qui  
nuait à vendre, à vendre toujours. Les  
du Panama atteignirent d'un bond à  
ours extrêmes : le banquier fut ruiné...  
anquier, vous le connaissez tous, —  
uait Delahaye, en se tournant vers  
enet, fameux pour ses relations avec  
nquier Jacques Meyer.

long récit n'alla point tout d'un  
Les cinq cents voix commençaient  
immerger cette voix. Elle ne réappa-  
t plus qu'à de longs intervalles,  
ne un roc que couvre, découvre, puis  
ivre le flot. Une phrase ! un mot !  
où l'on distinguait combien la volonté  
homme vaut plus que les colères  
foule. Ce qui fait une force, ce n'est  
seulement l'intensité, c'est encore la  
tion. Une seule personne qui sait ce  
le veut, où elle va, brise le désordre  
inq cents énergumènes. Même leur  
érence soutient, électrise l'homme  
e ramasse dans son unité morale. Les  
uses sottises qui, de tous les bancs,  
llaient Delahaye, marquaient d'autant  
x sa logique. « Je suis un calomnia-  
' Eh bien ! votez l'enquête qui me  
ndra. » Visiblement toutefois il n'al-  
lus pouvoir placer un son. Et d'être  
t à une attitude passive, — par la  
brutale, qu'importe ! — cela le di-  
it, pouvait le détruire devant les  
rs de l'*Officiel*. Il glissait de sa ma-

ressaisir ! Mais pouvait-il d  
on fuit ? Dans cet embarr  
croyait le percer, lui fourn

— Messieurs, reprenait  
transports de la Chambre  
sienné veuillez faire sil

terrompt. Au bout d'une minute, la curiosité, plus forte qu'aucune tactique chez les spectateurs d'un tel drame, baisse les cris assez pour que l'on entende :

— ... vous ne soyez pas le premier à vous joindre à ma demande d'enquête.

Alors, perdant la tête, le vaniteux président — qui bientôt mourra de telles scènes — déclara :

— Je me tiens pour nommé et je voterai l'enquête.

Son coup porté, Delahaye, comme le toréador s'écarte du taureau blessé qui mugit, avait rejoint sa place.

C'est dans de pareilles circonstances qu'on voit quels inconvénients entraînerait l'éligibilité des femmes : les huissiers ne suffiraient point à délayer les corsets de nos belles et furieuses élues.

Deux jours plus tard, au cours d'une séance analogue, Brisson occupant la tribune, un honorable député tomba d'une crise épileptiforme et se prit à aboyer. Lamartine, dans son *Histoire des Girondins*, eût transposé cet incident pour renforcer le dramatique de cette « Journée de l'Accusateur » qui présenta les caractères d'une descente de police dans un bouge. Cet anachronisme ne fausserait pas l'aspect de cet après-midi où bien peu de représentants dominaient leurs nerfs. Deux de ces messieurs pleuraient. L'honorable M. Boissy d'Anglas faisait le jaguar et ses longs cris rauques affolaient la salle tandis que, courbé sur son banc, il cherchait parmi ses collègues de droite une proie où

convulsions de la terreur.

A le voir, cette Chambre emplit un insupportable malaise diversaires se turent, comme, ap  
avant le cadavre.

## VI

### LE CADAVRE BAFOUILLE

Quel'enquête ait paru nécessaire, tout le monde l'admet, mais du moment que l'enquête fut décidée, comment la majorité républicaine n'a-t-elle pas compris qu'il était de son intérêt, de son devoir, d'en garder la souveraine direction, d'accord avec le gouvernement et la justice du pays ?

(*Le Temps*, décembre 1892)

Le baron Jacques de Reinach rappelle ces gros rats qui, ayant gobé la boulette, s'en vont mourir derrière une boiserie d'où leur cadavre irrité empoisonne ses empoisonneurs. Il faut quasi démolir la maison. C'est à quoi soudain s'employèrent avec rage les Français.

On apprit d'abord que le baron, s'il n'était pas mort dans la nuit du samedi au dimanche, aurait été touché le lundi par une citation à comparaître. Puis on s'étonna que les scellés ne fussent pas posés sur ses papiers. Bientôt ces vérités enflèrent : le peuple répugne toujours à admettre la mort naturelle des grands personnages. Les uns dirent : « Le baron est en fuite ; dans son cercueil on ne trouvera que des cailloux. » D'autres crurent à un assassinat. « Ne voyez-vous pas que pour

se couvrir il allait dénoncer des hommes politiques? Ils l'ont empoisonné. Ces mœurs vous surprennent? Mais ce Reinach lui-même a tenté jadis d'empoisonner Cornélius Herz. Et ce Herz, pourquoi vient-il de filer en Angleterre? » Ces rumeurs se mêlaient pour faire un grand cri de défiance contre les parlementaires: « Entre eux tous, il y a un cadavre ! »

Ce cadavre, on le cherchait, on le sentait, on le nommait. Comme au théâtre, quand l'entr'acte se prolonge, la France tapait des pieds, réclamait « le Baron ! le Baron ! » On exigeait que Reinach sortît de sa fosse et de ses cartonnières.

Vu les circonstances, et puisqu'il restait une fille mineure, on ne s'explique point que les scellés n'aient pas été posés d'office aux divers domiciles du défunt. C'est le 20 novembre au matin que Joseph brûlait des papiers près du cadavre (où l'on trouva vide la chemise des lettres d'Arton), et c'est le 23 seulement qu'à la requête de M. Imbert, nommé administrateur de la succession, les scellés furent posés au 20 de la rue Murillo, à la banque Propper (ancienne maison Kohn-Reinach), au siège social de la Compagnie des Chemins de fer du Sud, et enfin au château de Nivilliers. Encore, chez M. Propper, certain bureau ne reçut-il les scellés que le 24.

Le 28 novembre, M. de la Ferronnays monta à la tribune ;

— « On affirme, dit-il aux ministres, que le samedi 18 novembre, dans une réu-

« nion, vous avez décidé de comprendre  
« dans les poursuites exercées à l'occasion  
« des détournements de Panama M. Jacques  
« de Reinach. On assure qu'un mandat fut  
« signé le soir même qui, vu l'heure avan-  
« cée, ne put être présenté, et, le lende-  
« main étant un jour férié, la remise en  
« fut ajournée au lundi matin. Or diman-  
« che, le baron Jacques de Reinach était  
« trouvé mort dans son lit. Immédiatement  
« les bruits les plus contradictoires circu-  
« laient... Mort naturelle, rupture d'ané-  
« vrisme, congestion cérébrale? Bientôt le  
« bruit courait d'un suicide. On a même  
« précisé, par de l'aconitine, dont on  
« aurait trouvé une bouteille sur une table,  
« près de son lit. Enfin on a prétendu  
« qu'un assassinat avait été commis. Dans  
« l'état où sont les esprits, ils ne se con-  
« tentent pas de déclarations vagues, il  
« leur faut la preuve matérielle. Un seul  
« acte peut la fournir : c'est une ordon-  
« nance de procéder à l'exhumation et  
« ensuite à l'autopsie du cadavre, s'il y en  
« a un. »

M. Ricard commença de lire un certifi-  
cat médical de congestion cérébrale. Les  
médecins, nombreux à la Chambre, rica-  
nèrent de ce confrère qui osait affirmer  
sans autopsie. L'occasion parut bonne aux  
vindictifs parlementaires de jeter bas ce  
pelé, ce galeux de Ricard. En vain M. Jumel  
criait-il éloquemment à ses collègues :  
« Vous voulez donc assassiner un cada-  
vre ! » Le ministère tomba sur son refus  
de procéder à l'exhumation.

e panamisme plusieurs de ses n  
lle vivait dans l'épouvante de sa  
orce. Ses potins tuaient ; elle éta  
able de les contenir. A chaque  
a porte s'ouvrait, il semblait qu'  
e vent fit voltiger de son tapis



---

quette, quand Deibler monte les châssis de la guillotine, manifestait avec indécence sa cruelle curiosité. Heure par heure, les journaux versaient dans la rue des apologétiques ou des diffamations, fragments nullement sincères des dépositions entendues. De ce fumier montaient la fièvre et la mort.

« Chéquard ! » c'est le mot qu'invente ce novembre 1892. Si l'Académie française dédaigne de le recueillir dans son dictionnaire, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres le déchiffrera imprimé au fer rouge sur de la chair humaine. Une poignée d'antiparlementaires, les Delahaye, les Drumont, les Andrieux, les Déroulède, pareils aux « marqueurs » qui traquent le bétail dans la Camargue, poursuivaient cent cinquante députés et sénateurs. Clemenceau, dans cette première période, faisait à la fois le chasseur et le gibier. Avec un tapage effroyable et mille péripéties pittoresques ou tragiques, cette chasse exaltante passait à la tribune, dans le bureau de la Commission d'enquête, à travers les couloirs. On crut à certains jours qu'elle descendrait dans la rue.

Ce fut d'abord Delahaye que la Commission entendit (25 novembre). Sa déposition, ou mieux sa leçon d'ouverture, présente un modèle de cette logique qui, peu à peu, nous étreint jusqu'à l'angoisse dans les constructions littéraires d'Edgar Poë. Le député de Chinon commanda froidement à la Commission d'enquête une longue suite de démarches minutieuses et mystérieuses

Antonin Froust pouvait enor  
un silence méprisant et une pro  
indignée. Il adopta la tactique p  
par Baïhaut; il flétrit la « calomnie  
dans une lettre que M. Floquet lut  
le 24 novembre. « Pour mon honne  
« l'honneur du Parlement, je n'en

---

en relation avec tout ce qui compte France et à l'étranger parmi les artistes qui ont un nom. Je n'ai jamais accé-  
té d'aucun d'eux, sous forme de prêt, une œuvre quelconque. » Puisqu'on  
le voit qu'il a touché son pot-de-vin à  
, il sollicite avec instance, qu'on  
l'envoie des télégrammes à tous les banquiers,  
le directeur de la République, au prési-  
du Tribunal de cette ville. Enfin, il  
intente un procès à la *Libre Parole*.

Le sénateur Béral, préfère une manière  
humble. Pour caractériser la mise en  
scène de ces deux honorables, on dira :  
En fait, c'est un cornélien, mais Béral se  
frotte au vieux génie des farces. Ce bril-  
lant polytechnicien, cet éminent sénateur,  
aux questions fait : « Bè ! Bè ! »  
Au milieu de hoquets affreux, il balbutie :  
« Voulez-vous que je vous réponde ?...  
Je révoque votre accusation », et se reprend  
à parler. — « Mais niez donc au moins »  
avait toute la Commission étranglée de

On comprit dans la suite que le vieux  
sénateur entendait composer ses moyens de  
défense sur les moyens de l'accusation. Il  
servait une dénégation ferme ou quel-  
que habulation. « Bè ! Bè ! » c'est le coup  
porté vigarement par excès d'émotion ; bien  
un des juges d'instruction, il prend tou-  
jours sur les novices.

Chaque jour, à ce beau feuilleton, la Com-  
mission d'enquête ajoutait un chapitre  
nouveau. Le 26 novembre, MM. le Pro-  
cureur de Launay et de Lamarzelle expliquent  
les avantages variés dont se plaint M. Char-

les de Lesseps. Le 28, M. le conseiller instructeur Prinnet affirme qu'au vu des pièces les sommes touchées par le baron de Reinach s'élèvent à 9 millions environ. Le 29, Georges Laguerre dépose tendant à prouver que celui-ci, lors de l'élection du N° 1, a versé au gouvernement 300.000 francs sur les fonds de la compagnie du Panama. Le 29 encore, M. Kohn avoue qu'André a touché de la banque Kohn, sur le compte personnel du baron de Reinach, 1 million par petites sommes de 5.000 à 17.000 francs pendant le premier semestre de l'année 1888 et précisément à l'époque où l'on achève les parlementaires. Le 30, M. Thier, banquier, prodigue les lumières. Il résume qu'avec l'argent de Panama, les 17, 18, 19 juillet 1888, M. Reinach a distribué 4,390,475 francs en vingt-six chèques à porteur. Il est « navré de tenir involontairement le secret de tiers » ; ce lui semble « infiniment pénible de les trahir par une imprudence quelconque », toutefois il a fait sa déclaration : « Les chèques passés par la Banque de France nous ont été rendus comme d'usage et ils sont restés dans nos archives de caisse. » M. Thier ne pourrait s'en dessaisir, — il déclare spontanément — qu'aux mains de la justice ordinaire.

Elle émerge, la vérité ! Pour la tenir, il suffit que la Justice désire ces chèques : comment se dispenserait-elle de les produire ? Au reste, quand on rejetterait du scandale sur ce lambeau déterré du mort, voici que par ailleurs le cadavre bouillonne.

mont à Sainte-Pélagie s'inquiète de  
ce de Proust qui poursuit la *Libre*  
e et qui sommerait qu'on fournisse une  
e. Toute une campagne entreprise  
un papier, et qui pourtant entraîne  
unce, peut échouer dans une reten-  
te condamnation. Andrieux, qui em-  
a tout le monde dans cette affaire en  
ettant des dossiers magnifiques, souf-  
Londres auprès de Cornelius le sup-  
de Tantale ; il considère des mon-  
de documents par lesquels sa haine  
le syndicat opportuniste serait assou-  
mais à chaque fois qu'il avance les  
, Cornelius ferme ses tiroirs. Les  
ustrateurs de Panama ajournent le  
et Delahaye. Où trouver la preuve  
saire ?

soir, dans les bureaux de la *Libre*  
e, un personnage parvient jusqu'au  
aire de la rédaction. Il est de taille  
me, bien pris, d'allure bourgeoise,  
avec la moustache fine et noire.

Monsieur, dit-il, M. Antonin Proust  
ntente un procès en diffamation. Je  
apporte une pièce qui vous assurera  
le cause devant les pires juges.

end une feuille de papier jauni.

C'est, continue-t-il, une feuille arra-  
u copie de lettres du baron de Rei-  
Ces deux déchirures proviennent des  
es qui attachent le bloc. Levez le gaz  
tuez la feuille devant la lumière.

Secrétaire lut une lettre du baron de  
ch qui annonçait à M. Proust l'envoi  
de obligations.

— A combien l'estimez-vous, votre papier ?

— Je ne le vends pas, je vous le donne.

— Puis-je savoir si c'est vous qui avez détaché cette lettre ?

— Ne m'interrogez pas.

— Au moins, me laisserez-vous votre nom et votre adresse, à telle fin de me rassurer que le document est authentique ?

— Voici ma carte... D'ailleurs je possède d'autres bibelots, ... une liste de regards notamment.

Là-dessus il salue et sort.

L'excellence du document apparut le 2 décembre, quand la *Libre Parole* le publia autographié et que Proust tout décoloré les traits bouffis, se renonçant soi-même s'en vint à la Chambre, non point à bonne figure, il n'y songeait plus, mais à libérer d'une réplique quelconque avec les journalistes de son monde. Ce fut la meuse déposition dite « de Copenhague ».

— « ... Je passe le mois de juin (1888) à Copenhague à la tête de la mission française qui y a été appelée par M. Yaroburs. M. Yaroburs a offert aux membres du comité de les défrayer des dépenses du voyage. La plupart acceptent. Je refuse. Mais je me trouve dans la nécessité de faire sur mes ressources personnelles des dépenses fort élevées, en suite des exigences de réception et de représentation. Pendant mon absence le syndicat de garantie de l'émission des obligations de Panama se forme. Personne ne songe à m'y réserver une place ».

absents ayant toujours tort. Je re-  
iens à la fin de juin. Mes amis, sur le  
cit que je fais de mon voyage et des  
ais qu'entraînent les situations honori-  
ques, m'offrent spontanément de me  
chercher une participation dans l'émis-  
on des obligations de Panama. M. de  
einach seul détient une part importante  
ces obligations. Il me propose de me  
der une participation de 2,500 obliga-  
ons, moyennant un versement, contre  
a reçu de lui, de 6,250 francs. Dans la  
conde quinzaine de juillet, il m'informe  
le le bénéfice réalisé est de 13,750 francs  
il remet en échange de son reçu un  
èque de 20.000 francs sur la Banque  
France, comprenant le bénéfice et le  
rsement préalable effectué entre ses  
ains... »

quel était donc cet inconnu qui venait  
aover la *Libre Parole* ? Deux fois en  
le secrétaire de la rédaction le cher-  
à son domicile ; sur une troisième ten-  
e, on dit l'homme en voyage. Avait-il  
par vengeance personnelle ? Voulait-il  
lire des papiers et lançait-il cet échan-  
pour forcer les hésitations des ache-  
? Ce pouvait être encore un avertis-  
ment des administrateurs de Panama. On  
plutôt entrevoir un sauveur qui se  
imposer aux parlementaires et qui  
« Voyez à quelles extrémités vous  
ici acculés ; moi seul, si l'on m'appelle  
la présidence du Conseil, je vous déli-  
erai de Panama, comme en 1889 je  
us délivrai de Boulanger. »

L'effet fut immense. Quoi ! Drumont, Delahaye, Andrieux possédaient des armes ! À cette chute de Proust, cent cinquante députés trébuchèrent.

Crut-on dans le monde officiel affolé que tous les autres papiers allaient suivre, et voulut-on prendre les devants ? Le 3 décembre, M. Clément traverse les couloirs du Palais-Bourbon tout frémissants de cette longue crise ministérielle qui double la crise panamiste. Il pénètre dans la Commission d'enquête.

— J'ai l'honneur, messieurs, de vous apporter les vingt-six chèques que vous réclamez.

Tous ces messieurs en émoi s'accordent à penser qu'en donnant un tel ordre de saisie à M. Clément, le Préfet de police donne un grand témoignage d'amitié à M. Constans. M. Clément, cette « personnalité bien parisienne », demeure debout, déférent et impassible. Depuis quarante ans qu'il perquisitionne et qu'il arrête pour le compte des divers régimes, nulle vicissitude des puissants ne l'étonne. Avec cette vertu qui le détermine, dès qu'il y a un ordre, à ne plus connaître que pour les empoigner au collet les hauts personnages qu'il entourait la veille des égards protocolaires ; avec son épaisse moustache blanche en brosse, avec ses yeux durs abrités sous de gros sourcils noirs, avec sa voix grossière, avec sa politesse raide, avec son allure rogue toute prête à devenir l'épouvantable brutalité du policier qui crie :



ous ! hop ! à Mazas ! » c'est une *Ter-*  
cet homme-là.

sson compte les chèques longuement,  
l dit :

Monsieur Clément, je vous rappelle  
vous êtes lié par le secret.

L'autre, qu'une longue expérience  
re à discerner derrière tous les plas-  
les drames secrets de la peur, de la  
ance, tous les bas intérêts, de répon-  
spectueusement :

Vous n'avez pas besoin, monsieur le  
lent, de me faire une pareille recom-  
ation. Je suis toujours lié par le se-  
professionnel et ce n'est pas moi qui  
birai aujourd'hui.

elques minutes après, tous les cou-  
avaient les « chéquards » : Cornelius  
pour 2 millions, Léon Renault pour  
300.000 francs, Albert Grévy pour 20.000 fr.,  
on pour 20.000 francs, Dugué de la  
onnerie pour 25.000 francs, Barbe  
550.000 francs, Devès pour 20.000 fr.  
i jours suivants, on s'occupa fiévreu-  
nt à rechercher quels véritables béné-  
es se dissimulaient derrière Kohn,  
o, Betzold, Aigoin, Elouis, Bustert,  
ti, Schmitt, ainsi que sous les signa-  
illisibles des chèques n<sup>os</sup> 9.919 et

dénoncés et les soupçonnés, bien  
eussent depuis un mois composé  
t leurs miroirs leurs traits, ne purent  
uler au public du Palais-Bourbon  
use grimace d'un buveur qui vide  
ot de vin jusqu'à la lie. Les uns,

fiévreux, donnaient des explications avec des « C'est évident... Comprenez-moi... Quel enfantillage... » Les autres blêmes et mous, circulaient au bras d'un client, comme un gâteaux guidé par son valet de chambre dans un embarras de voitures. Ces grandes crises morales chez les hommes d'un certain âge font sortir les maladies qu'ils couvent : celui-ci sent sa vessie, cet autre son foie, ce troisième ses intestins.

Dans cet air empesté, le triste Carnot, si étroit d'épaules, mais doucement têtue, résista au rude chantage supérieurement orchestré par Constans. Il voyait trop bien que ce vainqueur du boulangisme, édifié sur la reconnaissance des assemblées, ne sauverait plus ses collègues gratuitement. Après onze jours, il parvint à constituer un ministère Ribot, où Rouvier représentait le groupe Reinach, où Freycinet servait de garant à Herz, où Bourgeois couvrait Floquet, où Burdeau valait pour négocier avec les administrateurs du Panama.

Ces habiles gens sentirent leur impuissance à tout maintenir dans l'ombre. L'essentiel, c'était de refuser les moyens d'action judiciaire à la Commission d'enquête, c'était d'enterrer les papiers de Reinach ; mais son cadavre, pourquoi le disputer aux curiosités populaires ? Après vingt jours, feu Reinach ne livrera plus aucune trace de suicide ou de crime, il amusera, il divertira, au vieux sens classique, les sombres curiosités qui traquent les chéquards.

---

s ministres, en don de joyeux avènement, nous décidons qu'à Nivilliers, le 15 décembre, il sera procédé à l'exhumation et à l'autopsie de notre regretté ban-

r.  
ravaté de blanc et vêtu de son frac, le mort sortit du cercueil. On l'installa dans une baraque en planches improvisée pour l'occasion. Les reporters, avec leurs appareils gourds, prirent des croquis à travers les fissures de la cloison et firent voir à la foule intéressée la tête couverte d'un linceul, le ventre ouvert, les mains qui fouillaient, les boccas qu'on remplit. Souffle d'été, mais souffle d'épopée ! N'atteignent-ils pas à quelque grandeur, par leur geste même, à une infamie shakespearienne, ces parlementaires qui déterrèrent un ami pour amuser la curiosité publique ? Ribot fréquentait les chasses du baron Reinach à Nivilliers, et voici la curée de qu'il organise avec les lambeaux faidés de son pauvre camarade !

On voit à Séville un tableau de Valdès le représentant exécuté sur l'ordre du fameux don Juan de Mañara, débauché repentant dont le théâtre a fait don Juan. Les vers dévotent deux cadavres ; une banderole nous annonce : *Finis gloriæ mundi* ; dans le fond, sur un charnier de crânes, la balance mystique pèse les mérites et les démérites. C'est une image d'une bonne philosophie chrétienne dont Murillo disait : « Voilà une toile qu'on ne saurait regarder sans se boucher le nez. » Pareillement je dois déborder la tête en extrayant des journaux

« sature. » Ainsi philosophent  
dir les puissants attablés ;  
ventre creux, se disent : «  
« baron, ce banquier, ce juif,  
« ce gambettiste, cette pourri  
« liers, c'est l'image de notre  
« taliste. » On raconte qu'à

ont ce monde-là, il  
dites, de groupe en

les chèques ?

ntes étaient accor-  
majorité, en quinze  
ait mis hors d'eux-  
ois. Par cet instinct  
autour d'un cheval  
essient plus qu'à voir  
ortis, les yeux étince-  
es dans les couloirs,  
abord à ce Rouvier,  
onné ! les mains dans  
ou trois fidèles qu'il  
eversée d'une façon  
puis la comparer qu'à  
neure sur la face des  
o angéisse fait mal à  
pas, mais violemment  
eux, sa bouche tout  
ossédé par un cauche-  
dait rien.

accrédité qu'il allait  
e », cinquante dépu-  
coursèrent, le pressèrent  
« Manger le morceau ! »  
dans la salle Casimir-  
l'argot des prisons.  
son entêtement qui  
réclama-t-il quelque  
défense ? Ils l'aban-  
it au milieu de cinq  
collègues et s'épongeait  
des amis qui tous

ir les puissants attablés ; mais d'a  
entre creux, se disent : « Ce Rein  
baron, ce banquier, ce juif, cet Al  
ce gambettiste, cette pourriture d  
liers, c'est l'image de notre socié  
taliste. » On raconte qu'à l'ins

la dernière journée du baron de Reinach. M. Rouvier, après avoir sué de honte et de peur à la tribune, fut invité par Ribot à donner sa démission. Il quitta les Finances en se félicitant :

— Je serai plus libre.

C'est la phrase de Teste, le pair de France concussionnaire, quand, mis en prévention par les pairs instructeurs (Procès Teste-Cubières, 1847), il leur dit : « Je vous remercie de me placer dans cette position qui me rend le droit précieux de défense. »

Puisque le ministère ne veut point décamper avec Rouvier, le banquier Thierrée reviendra ; le lendemain 14 décembre, il dit à la Commission d'enquête :

— Les vingt-six chèques que j'ai remis à M. Clément ne vous paraissent pas probants. Vous voudriez leurs talons. Pourquoi ne pas me les avoir demandés quand je livrais les chèques ? Depuis, hélas ! je les ai brûlés.

Et il donne des détails bien faits pour aviver le regret public :

— Je n'ai pu trop regarder ce qu'il y avait sur ces talons... Il eût fallu s'appliquer... C'étaient des hiéroglyphes... des espèces d'initiales... des mots... des noms très difficiles à déchiffrer... Enfin j'ai tout brûlé.

— J'en aurais fait autant, s'écria naïvement l'un des commissaires, M. Bérard.

Le beau mot ! Les fiers chasseurs passionnés de revenir bredouille ! Les nobles enquêteurs qui, tout en mimant un vérita-

de Boisserin, le ministère, qui  
quer vingt voix, eut une ma  
voix : 271 représentants (cont  
rèrent à la déclaration de M  
qui disait : « Le devoir du p  
« cain se résume en deux me



« chéquards », le gouvernement ose décider l'arrestation de Charles de Lesseps, Fontane, Cottu et Herz. Le 16 au matin, MM. Charles de Lesseps et Fontane, les menottes aux mains, montent dans la voiture cellulaire et trouvent à Mazas la nourriture frugale, l'infect baquet. C'est prudent de mettre sous les verrous, un peu à l'avance, les administrateurs que l'on doit juger seulement le 10 janvier. La prison adoucit les esprits exaltés, déprime les plus énergiques. Mais Cottu demeure en liberté. Dès le 10 décembre, Cottu a appelé un ouvrier : « Voyez ce coffre-fort, ces deux « secrétaires ; il s'agit de m'emballer solidement tous ces papiers, c'est pour un « long voyage. » Et séance tenante, on corda deux énormes paquets, couverts de toile cirée, que le même jour M. Berton, ami de M. Cottu, conduisit à la gare de l'Est.

Est-ce M. Cottu, de sa retraite, est-ce M. Constans qui riposte ? Le 19 décembre l'éternel banquier Thierrée déclare qu'il n'a pas brûlé les talons et que décidément il les tient à la disposition de la Justice. Que fallait-il donc entendre quand il déposait les avoir détruits ? Il fallait entendre une invite aux concessions réciproques : si l'on avait mis hors de cause les administrateurs et introduit Constans dans le gouvernement, le cadavre Reinach eût cessé de bafouiller.

Marché de dupes, au reste, car le cadavre Reinach ne gît pas tout entier dans la caisse de Thierrée, ni même dans les bagages de Cottu. Il court le monde dans la

---

ne peut pas faire d'omelettes  
des œufs ?

— Ah ? je vous en abandonne  
reprenait Clemenceau, Rouvière  
d'autres... Mais voilà Z... ! Je s  
touché 20.000 francs. C'est un g  
venir et plein d'esprit

arme. « M. Clemenceau, qui savait depuis  
« longtemps que j'avais parmi mes dos-  
« siers la liste de quelques-uns des chèques  
« parlementaires, m'envoya son ami An-  
« drieux à Bournemouth, en me priant de  
« la lui confier. Il m'engageait formelle-  
« ment à ne la montrer qu'à M. Bour-  
« geois, Garde des Sceaux, pour lui indiquer  
« le danger qu'il y avait à continuer cette  
« affaire. J'avais à cette époque des rela-  
« tions trop cordiales et trop intimes avec  
« le directeur de la *Justice* pour lui refu-  
« ser un pareil service et je confiai sur  
« l'heure à son envoyé non point l'origi-  
« nal, mais la photographie du document. »

Le même soir, dans un conciliabule, mer-  
veilleusement secret, quelques ministres  
se réunissaient en hâte. Ils jugèrent que la  
situation imposait des sacrifices. Respon-  
sables du salut commun, ils décidèrent de  
livrer quelques camarades. La langue fran-  
çaise qui possédait depuis un mois le subs-  
tantif « chéquart » venait de s'enrichir du  
verbe « débarquer ». Ces hauts médecins  
décidèrent de procéder à l'amputation bruta-  
lement, avec une cruauté chirurgicale, car,  
par rapport au groupe doué du pouvoir de  
se reproduire, l'individu ne compte pas.

On ignore de quels airs le grand Ribot  
et Bourgeois si gras, si beau parleur, se  
dirent : « Tope là », puis boutonnèrent  
dans leur redingote la liste de proscription  
qu'ils venaient d'arrêter au crayon. Mais  
voici les figures qu'en pleine séance, le  
20 décembre, présentaient les « chers collè-  
gues » hissés sur la « première charrette ».

les œufs ?

— Ah ? je vous en abandonne !  
reprenait Clemenceau, Rouvier  
l'autres... Mais voilà Z... ! Je s  
ouché 20.000 francs. C'est un ga  
venir et plein d'esprit.

arme. « M. Clemenceau, qui savait depuis  
« longtemps que j'avais parmi mes dos-  
« siers la liste de quelques-uns des chèques  
« parlementaires, m'envoya son ami An-  
« drieux à Bournemouth, en me priant de  
« la lui confier. Il m'engageait formelle-  
« ment à ne la montrer qu'à M. Bour-  
« geois, Garde des Sceaux, pour lui indiquer  
« le danger qu'il y avait à continuer cette  
« affaire. J'avais à cette époque des rela-  
« tions trop cordiales et trop intimes avec  
« le directeur de la *Justice* pour lui refu-  
« ser un pareil service et je confiai sur  
« l'heure à son envoyé non point l'origi-  
« nal, mais la photographie du document. »

Le même soir, dans un conciliabule, mer-  
veilleusement secret, quelques ministres  
se réunissaient en hâte. Ils jugèrent que la  
situation imposait des sacrifices. Respon-  
sables du salut commun, ils décidèrent de  
livrer quelques camarades. La langue fran-  
çaise qui possédait depuis un mois le subs-  
tantif « chéquart » venait de s'enrichir du  
verbe « débarquer ». Ces hauts médecins  
décidèrent de procéder à l'amputation bruta-  
lement, avec une cruauté chirurgicale, car,  
par rapport au groupe doué du pouvoir de  
se reproduire, l'individu ne compte pas.

On ignore de quels airs le grand Ribot  
et Bourgeois si gras, si beau parleur, se  
dirent : « Tope là », puis boutonnèrent  
dans leur redingote la liste de proscription  
qu'ils venaient d'arrêter au crayon. Mais  
voici les figures qu'en pleine séance, le  
20 décembre, présentaient les « chers collè-  
gues » hissés sur la « première charrette ».

des figures tragiques, des c  
rude relief, s'ouvrit devant une  
par une question sur les bureau  
faisançe de Saint-Calais et de la  
nard.

Vers 2 h. 1/2. les couloirs con

un courait à son poste. Mais ce Par-  
ent trahi n'enfermait pas que ses  
seurs : des ennemis plus ou moins  
és s'y réjouissaient d'un désastre dont  
gnaient encore la nature. Dans ce  
s, quand sur les banquettes ou, debout,  
des cloisons et à tous les angles, cha-  
eut rejoint ses coreligionnaires, des  
ses compactes, nettement dessinées et  
portance inégale, firent comprendre la  
graphie morale du Parlement : ici les  
iects, tout auprès leurs alliés, person-  
ement honnêtes, mais atteints par un  
dale qui fortifiait leurs adversaires, et  
1 les agresseurs frémissants de sentir  
rèche ouverte.

uels étaient les sacrifiés ? Combien  
breux ? On s'interrogeait encore quand,  
heures, et cet insipide discours de  
t-Calais et de la Ferté-Bernard ter-  
é, M. le président Floquet se leva pour  
:

. Je viens de recevoir de M. le ministre  
a Justice une demande en autorisation  
oursuites contre cinq députés.

la suite de cette phrase, l'*Officiel* met  
imple mot entre parenthèses : « (Mou-  
ent). » Inexprimable mouvement de  
ur et de lâcheté ! Cinq ! Pas davan-  
? On crut entendre un long soupir de  
agement. Les représentants, sans une  
ction, comme des moutons vers l'abat-  
se pressèrent de leurs bancs vers les  
ux où ils devaient recevoir copie du  
isitoire.

est là qu'on apprit les cinq noms :

Rouvier, Jules Roche, Antonin Prémont, Emmanuel Arène, Dugué de la Fauverie. Les autres revinrent à la vie, seulement pour composer leur conte sur quoi tous les yeux passaient. Teinté par leur étourdissement qu'ils laissèrent le boulanger Millevoye le soin de dire la phrase équitable : « Constaté sur des preuves si légères, sur un crime du suicidé Reinach, demander à la Chambre une mesure si grave, le député de cinq grands parlementaires Millevoye força le ministre Bourgeois comparaître avec son Procureur général devant la Commission.

— Vous ne pouvez, leur dit-il, ne pas demander d'abandonner des collègues sans autres preuves.

Fausse douceur de sa voix ! Ses yeux soupesaient l'énorme serviette que Bourgeois serrait sous le bras et son apparent pitié ne tendait qu'à arracher au ministre et au procureur les documents qui avaient déterminés.

L'arrivée de Rouvier, durant ce débat dans les couloirs déserts de députés, ça qui était beau ! Des projets du gouvernement, Rouvier ignorait tout et probablement ne craignait rien. Avec son aplomb de sanguin fortement musclé, ses larges épaules, son regard de myope qui ne daignait s'arrêter sur personne, avec tout cet aspect singulier d'Arménien transporté de quai de Marseille à Paris, et toujours parlant haut, de cette admirable voix autoritaire qui, depuis quatre ans, brutalise, su-



ventionne et contient tout ce monde-là, il allait parmi les journalistes, de groupe en groupe, disant :

— Qui cite-t-on sur les chèques ?

Cependant les poursuites étaient accordées à une énorme majorité, en quinze minutes. Ce drame avait mis hors d'eux-mêmes amis et ennemis. Par cet instinct qui amasse la foule autour d'un cheval qui s'abat, ils ne songeaient plus qu'à voir la figure des cinq. Sortis, les yeux étincelants, de leurs bureaux dans les couloirs, ils s'y heurtèrent d'abord à ce Rouvier, mais combien transformé ! les mains dans les mains de deux ou trois fidèles qu'il tutoie. Sa figure bouleversée d'une façon inexprimable, je ne puis la comparer qu'à l'épouvante qui demeure sur la face des assassinés. Une telle angoisse fait mal à voir. Il ne bougeait pas, mais violemment congestionné, ses yeux, sa bouche tout agités, il semblait possédé par un cauchemar d'où il n'entendait rien.

Le bruit s'étant accrédité qu'il allait « manger le morceau », cinquante députés accoururent, l'entourèrent, le pressèrent pour le dissuader. « Manger le morceau ! » Ainsi d'eux-mêmes, dans la salle Casimir-Périer, ils adoptaient l'argot des prisons. Se dépitèrent-ils de son entêtement qui eût été leur ruine ? réclama-t-il quelque répit pour préparer sa défense ? Ils l'abandonnèrent ; il marchait au milieu de cinq cent quatre-vingts collègues et s'épongeait le front, coudoyant des amis qui tous tournaient les yeux.

rien que le souci de son équilibre. Par là, le grossier Rouvier  
cet instant on précipite, avec  
canaille et tous ses vices, vaut  
ces produits décharnés de l'Écc  
Trois heures d'entr'acte s'éc

leurs boucliers et leurs piques. Le Corse s'était jeté sur du papier et une plume. Il rédigea son discours, sa défense, jusqu'à 6 h. 25, où la Chambre, reprenant enfin séance apprit que sa Commission concluait à l'unanimité pour la suppression de l'immunité parlementaire.

Les voix d'Arène, puis aussitôt de Rouvier s'élevèrent.

— Je demande la parole.

Et leur son courba sur les bancs la majorité atterrée de les avoir trahis. Un député du centre gauche a dit : « A les voir gravir la tribune dans un pareil silence, j'avais mes jambes qui tremblaient sous moi. »

Discours charmant, celui d'Arène, plein de jeunesse et d'une singulière fierté aventurière qui détendait les pires inimitiés. Sa voix cadencée d'Italien montait là-haut vers la tribune des journalistes, leur demandant leurs bons offices au nom de quinze ans de confraternité ; elle s'en allait vers « ceux de là-bas », vers la rive corse, rappeler aux électeurs dix ans d'obligeances réciproques ; puis son couplet, soudain, revenait au banc des ministres, pour frapper droit au visage et Bourgeois et Ribot.

— J'ai constamment servi de toutes mes forces mon parti et soutenu de mon mieux ceux-là mêmes des chefs qui m'envoient brusquement, sans que je m'y sois attendu, cette balle en pleine poitrine.

A cet accent d'une certaine générosité cavalière, on distingue nettement un abîme entre notre honorabilité et l'« honneur » selon un tel partisan qui se rend témoi-

attendent chacune de ses phrases :  
menaçante méfiance.

— « J'ai eu le redoutable honneur  
le chef du Gouvernement, et si  
tel, dans les temps réguliers, on  
à une sorte de secret professionnel  
respect du secret d'Etat dans l

« à la disposition de ceux qui ont l'hon-  
 « neur de diriger les affaires publiques,  
 « dans les temps difficiles que j'ai traver-  
 « sés, alors que je luttais sans mécon-  
 « naître qu'il y allait de ma liberté et  
 « peut-être de ma vie, je n'ai pas trouvé,  
 « dis-je, les ressources financières pour  
 « conduire cette œuvre.

« On apprend aujourd'hui, paraît-il, à  
 « ce pays, — on le sait partout ailleurs  
 « — qu'à côté des hommes politiques il y  
 « a des financiers qui, quelquefois, don-  
 « nent leur concours, quand cela est né-  
 « cessaire, pour la défense du Gouverne-  
 « ment !

« Oui ! je n'ai pas trouvé dans les fonds  
 « secrets, pour les appeler par leur nom,  
 « les ressources dont j'ai besoin, et j'ai  
 « fait appel à la bourse de mes amis. On  
 « accuse quelquefois les hommes politiques  
 « d'avoir emporté les fonds secrets ; eh  
 « bien ! vous voyez devant vous un homme  
 « qui, non seulement ne les a pas empor-  
 « tés, mais qui a emprunté à ses amis  
 « pour faire face à l'insuffisance de ces  
 « fonds. »

Une huée interrompt l'audacieuse accu-  
 sation de l'accusé. Il se retira, mais pour  
 reprendre avec plus d'élan le même déve-  
 loppement et aboutir cette fois à terrori-  
 ser non plus les ministres ses prédéces-  
 seurs, mais le fretin même de la majorité :

« Oui, dans tous les pays, dans tous les  
 « temps, tous les hommes politiques dignes  
 « de ce nom ont fait, avec le concours d'a-  
 « mis, qui assurément ne rendaient pas

pour regagner sa place, le banc  
tres, il leur dit :

— Au moins, vous n'allez pas  
coucher à Mazas ?

Telle était son ignorance de  
jets qu'il fit venir son collègue

sait cependant le président Floquet, veilli de dix années.

Chacun, des yeux, cherchait attendait M. Proust, Jules Roche, Dugué de la Fauconnerie. Nul d'eux ne se leva ; ils étaient absents.

M. Dugué de la Fauconnerie, fatigué d'une goutte violente, venait à petits pas vers le Palais-Bourbon. Sur le pont de la Concorde, un journaliste l'arrêta, lui raconta la catastrophe M. de la Fauconnerie avait jamais prévu un tel résultat de sa participation » qu'il considère comme illégitime. Il rebroussa chemin, et ce jour-là ne coucha pas chez lui.

M. Proust passait son après midi au Palais de Justice. La veille, en effet, il était sorti de l'Assemblée au bras de M. Bourgeois, Garde des Sceaux.

— Je veux, disait-il, que M. Franqueville m'entende à nouveau ; j'ai des explications à lui donner.

— Parfaitement, lui répondit le ministre.

Et le lendemain, soit ce 20 décembre, M. Franqueville, dans son cabinet, vers quatre heures, disait à M. Proust : « Je regrette, monsieur le député, de ne plus pouvoir vous entendre comme témoin ; à cette heure même, la Chambre suspend votre inviolabilité. » M. Proust déclara à ses amis qu'il ne saluerait plus M. Bourgeois.

Quant à M. Jules Roche, amicalement salué par M. Ribot, président du Conseil, et par M. Siegfried, ministre du Com-

« des ministres, mais chez et avec  
« nelius Herz qu'on avait mis si ha  
« avait fait si lestement monter  
« en grade jusqu'aux plus haut  
« de notre Légion d'honneur et  
« réellement l'air d'être le maître  
« des affaires publiques et



« par être nommé Grand-Officier. Mais  
« pourquoi Commandeur? Pourquoi Offi-  
« cier? Pourquoi Chevalier? Quel est son  
« premier titre? Voilà l'énigme, voilà le  
« grief.

« Selon moi, sa déchéance ne doit pas  
« seulement être prononcée à raison de la  
« suspicion encourue par lui dans ces der-  
« niers jours, mais bien à raison de l'étran-  
« geté, de l'inexplicable mystère de sa nomi-  
« nation.

« Qui donc, parmi nous, est venu lui  
« proposer de lui faire place dans nos  
« rangs? Qui donc a, peu à peu et si vite  
« en même temps, introduit, patronné,  
« nationalisé en France cet étranger? Car  
« vous vous rendrez bien compte qu'il ne  
« s'est pas présenté tout seul, que ce n'est  
« même pas un autre étranger qui l'a pris  
« par la main et poussé au milieu de nous;  
« il y a fallu un Français! Un Français  
« puissant, influent, audacieux, qui fût  
« tout ensemble son client et son protégé,  
« son introducteur et son soutien.

« Sans patronage et sans soutien, le petit  
« juif allemand n'aurait pas fait de telles  
« enjambées sur la route des honneurs, il  
« n'aurait pas mis si peu d'années à sortir  
« si complètement, si brillamment, de son  
« bas-fonds. Je le répète, il lui a fallu un  
« présentateur, un ambassadeur pour lui  
« ouvrir toutes les portes et tous les mon-  
« des, le monde politique surtout...

« Or, ce complaisant, ce dévoué, cet  
« infatigable intermédiaire, si actif et si  
« dangereux, vous le connaissez tous, son

~~Le grand secret : les cinq ans de~~  
Cornelius Herz, ami de Clemens,  
grâce à l'intrigue de Clemens  
Déroulède irrite la plaie vive du  
et le force à se mettre debout  
crie :

« Dans une journée pareille. »

ble, exagère d'autant son type dessé-  
et précis. Les bras croisés, le regard  
lteur, la figure verte, il cherche son  
fle. Et soudain, d'un « Non » brutal,  
upe de sa place Déroulède qui répli-

· Nous réglerons ailleurs les oui et les

n vain, le pauvre président, la langue  
de, intervient :

· Voulez-vous donc, messieurs, que je  
nette qu'on échange des provocations  
tribune ?

n'est plus qu'un gêneur dont la son-  
e, les gestes, les observations empê-  
nt de bien entendre et risquent de gâter  
assionnant spectacle. Les plus timides  
crieraient, exaspérés, la grande injure  
*aficionados : Fuego al alcade ! Perros  
lcade !* (le feu et les chiens à l'alcade).  
vérité il s'agit bien des principes par-  
entaires et du manuel de l'honorable  
Pierre que ce duel scandalise ! « Laissez  
les combattants ! que personne déloya-  
ent n'avantage l'un ou l'autre. Parlez,  
oulède, parlez ! »

M. Herz, continue-t-il, reconnaît avoir  
onné à M. Clemenceau 2 millions. Pour-  
quoi ces versements ? Puisque le direc-  
eur de la *Justice* affirme que son jour-  
al n'a jamais rien fait pour Cornelius  
Herz, pourquoi cet habile financier, cet  
omme d'affaires, plus avide que délicat,  
t-il placé tant d'argent à fonds perdus ?

Ce dilemme me paraît accablant : puis-  
n'il est avéré, non seulement par l'attes-

« peuvent, tout ce trouble a  
« vous et votre grand talent d  
« les affaires du pays et du Parl  
« Car c'est à détruire que vou  
« sacré vos efforts. Que de chos  
« gens vous avez brisés ! Ici Ga  
« un autre et nuis un autre. e

« Cornelius Herz est un agent de l'étranger ! » De ce haro qui jette son adversaire hors de la loi, Déroulède s'empare :

« Oui, Cornelius Herz est un agent de l'étranger ! quel deuil et quelle tristesse !  
« Un étranger, un cosmopolite de race hostile, d'origine germanique, dont une naissance accidentelle en France ne saurait faire un Français, un Allemand, est venu mettre en coupe réglée nos fortunes, vivre grasement et copieusement dans ce pâturage de l'Europe et, non content de nous avoir emporté de l'argent, c'est aussi un peu d'honneur qu'il nous emporte ; et il est là, de l'autre côté de la Manche, impuni, joyeux, railleur. Je sais bien que ce ne sera pas un châtiment pour lui que son expulsion de la Légion d'honneur ; ce sera du moins une rupture des liens qui le rattachent honteusement à nous. Ce sera aussi un commencement de justice contre l'étranger.

« Il reste une autre justice à exercer contre ceux qui se sont faits ici, chez nous, ses aides, ses alliés, ses complices. En attendant, signalons à la vindicte publique le plus habile, le plus redoutable, le plus coupable de ces complaisants, celui dont la grande majorité de cette Chambre déplorait l'action délétère et malfaisante sans oser lui en faire, non pas seulement un crime, mais un reproche. C'est ce reproche que j'ai eu, moi, le courage de lui faire, autant pour soulager ma conscience que pour éclairer mon pays. »

12.

dissements continuaient encore au  
Déroulède, fut un « A moi, mes a

— « Il est facile de produire de  
« accusations, mais il y a, depuis vi  
« que je siège dans les assemblées  
« qui me voient tous les jours à l'

se solidarisent étroitement avec vous. Cette voix parut grêle dans le silence des fidèles, et donna l'impression pénible d'une manifestation manquée. C'est de mauvais effet au théâtre qu'un seul figurant remplisse le rôle de la foule. Clemenceau sentit. L'orgueilleux répondit rudement :

— Je n'ai besoin du témoignage de personne.

Mais il comprit sa solitude, la puissance des haines qui l'encerclaient. Pendant quelques secondes où il cherchait la meilleure attitude, il eut de ces mouvements qu'on voit dans le cou du taureau quand cette bête voudrait forcer et n'ose plus.

Il reconnut que Herz avait commandité *Justice* mais il nia d'avoir sollicité aucune décoration pour ce personnage et d'avoir jamais subi son influence politique. Il se servit par cet argument, il chercha le soutien de la Chambre en rappelant le boulangisme.

« Malgré les sollicitations du général Boulanger, M. Cornelius Herz n'a pas voulu le suivre dans la campagne boulangiste. Il le paye aujourd'hui. Et, en ce qui me concerne, je l'expie à mon tour... »

Comme l'appel aux amis, cet appel à l'union anti-boulangiste échoua. Alors rassemblant toutes ses forces, Clemenceau, face à la grande accusation, Cornelius Herz agent de l'étranger :

« Injure suprême que, je l'avoue, je ne croyais pas avoir méritée de mes plus

« tant de nature à faire déferer »  
« lius Herz devant le Conseil d'  
« il y serait déféré. » Nul n'écoi  
phrase exsangue. Il n'y avait plu  
vernement. Le dernier taureau t  
monde saute dans l'arène pour l  
plus près et les « banderilleros »



duel Clemenceau-Déroulède. Cornelius-Herz agent de l'étranger. » Tout sentait la révolution. Tout prophétisait : ville prise et bataille gagnée.

## VIII

### GATEUX DEPUIS PANAMA

Le lendemain, mercredi 21 décembre, il y eut foule à la Chambre. Non pour l'impôt sur les opérations de Bourse, mais pour guetter une réapparition possible du Procureur général. On signalait l'absence de plusieurs hommes politiques. Leurs concierges, interrogés par des reporters, les disaient en voyage.....

Dans cette lourde atmosphère de peur, toute la journée le troupeau attendit qu'un courant se dessinât. Vers le soir, quand on eut apporté des lampes sur les longues tables de la Salle de lecture, on commença de distinguer l'échiquier. Un mouvement de résistance à l'épuration apparut. Cassagnac discourait dans un groupe. Debout, avec sa grande habileté, son zéaiement léger et son geste loyal, il répétait sous toutes les formes.

— Entre collègues, on doit se soutenir. Je n'admets pas que nous livrions, comme nous l'avons fait hier, Rouvier. On sait que je ne ménage pas mes adversaires, mais il y a une solidarité entre députés.

— Nous vous ferions l'enterrement  
général Lamarque.

C'est vrai que depuis quatre jours  
héros créait l'union nationale. Vers  
heures du soir quand il rentra in  
dans la Chambre, elle l'accueillit.

si flageolantes et des physionomies si parlantes que de leurs bouches, comme dans certains dessins ingénieux, une banderole s'échappait : « Je suis un chéquard et j'ai touché tant. »

L'histoire put prendre de belles photographies : Bouteiller, plus blanc que le journal qu'il essayait de lire ; Rouvier, seul comme un sanglier ; Proust définitivement décoiffé ; Baïhaut quêtant un certificat comme il en avait tant distribué sur l'estrade de la « Société pour l'encouragement au Bien » ; Bourgeois levant les bras au ciel ; Ribot supportant avec une aménité toute philosophique l'ignominie dont il couvrait ses coreligionnaires, parmi lesquels Jules Roche lui ruait dans le ventre.

Celui-ci en huit jours fit un vieillard ; de cet autre, les chairs devinrent molles et tombantes ; le sang âcre de ce troisième lui corrodaient la peau. A tous il eût fallu l'air des montagnes, une station d'altitude moyenne, mille à quinze cents mètres, mais ils devaient trotter dans l'atmosphère particulièrement malsaine pour eux du Palais-Bourbon et du Palais de Justice.

Un grand nombre stationnaient contre la porte soigneusement fermée de la Commission d'enquête. Parfois de grands éclats de voix la traversaient. Il faut avoir vu Rouvier, son mouchoir en tampon dans la main, le jour qu'Andrieux déposa, guetter, interroger sans vergogne tout sortant, quelle que fût sa nuance ! Carrément il demandait :

— Qu'est-ce qu'il raconte ?

saient, planaient, la tête nue  
daient intimider les petits p  
duels énergiques ; pour s'é  
de venir en séance, ils buy  
ils couraient les maisons pub  
terie, mais non pas force ; c'  
des criminels vulgaires. T

quante députés manquaient d'estomac. Ballottés par les journaux, par la Commission d'enquête, par le juge d'instruction, ils avouaient aux regards « ce qu'ils avaient dans le ventre ».

Autour des plus notables, les clients se groupaient : ils suivaient leur malheureux patron jusqu'à la première porte interdite au public ; ils l'attendaient et le défendaient dans la salle du Laocoon ; à la sortie, ils le renseignaient. Mais des petits chéquards, chacun se détournait rudement.

.....  
C'est ce Rouvier apoplectique et fortement musclé qui faisait tête avec le plus d'énergie à la meute des révélations. Par deux fois pourtant, on le sentit sur ses boulets ; dans deux détresses, la Chambre soulevée de cruelle curiosité crut le voir qui s'avouait un pauvre homme exténué. Spectacle inoubliable, ces deux gestes rapides !

Ce fut d'abord quand il exposait à la tribune son système de défense (séance du 23 décembre).

— « M. Vlasto a avancé au Gouverne-  
« ment une somme de 50,000 francs pour  
« parer à l'insuffisance des fonds secrets,  
« et cette avance a donné lieu à un règle-  
« ment entre ce financier et M. de Rei-  
« nach, qui désirait participer à cet acte  
« généreux. »

Voilà qui contredisait Vlasto. Celui-ci, devant la Commission d'enquête, le 6 décembre précédent, avait affirmé que le chèque de 50,000 francs et un autre de 40,000 lui

insupportable en ressources, et  
tes les ruses parlementaire  
cette séance qu'après avoir t  
tempête, il forçait enfin les h  
ser par ces mots d'homme  
« Dans toute autre circonstar  
« festations nourraient me f

Santerre, qui couvraient la voix des suppliciés sur l'estrade de la guillotine, revenait pour le balayer. Nulle force, il l'avait dit, ne pouvait le chasser ; seulement il était submergé. Par instant, il semblait qu'on ne vît plus qu'un bras, une main battre l'eau, persister. Et, presque asphyxié déjà, d'une voix qui fit d'autant plus impression, il criait :

— « Quels cœurs avez-vous donc, vous  
« qui accablez ainsi d'interruptions un  
« homme qui se trouve à la tribune dans  
« les circonstances où j'y suis ? »

En se livrant aux délices de cette puissante tragédie, Georges Thiébaud disait :

— Il serait dommage pour l'art que cet homme fût vraiment innocent et que sa protestation ne fût que le cri banal et spontané de la vérité, au lieu d'être le fruit savoureux et pervers d'une haute culture politique.

Son deuxième et son pire geste de vaincu, c'est lors du vote par appel nominal, pour l'élection de M. Casimir-Périer, quand il gravit la tribune à son tour pour déposer son bulletin, et qu'il y eut ce scandale de M. de Bernis criant :

— A Mazas ! à Mazas !

Le président d'âge qui occupait le bureau ne savait point couper court. Personne parmi tant d'obligés du ministre déchu ne s'interposait. Celui qui écrit ces lignes, assis comme secrétaire d'âge au bureau, et ayant à recevoir de chaque député qui vient de voter une petite boule pour la comptabilité, sentit contre sa main trembler les

---

Chambre, le banc des ministres  
banc des accusés. Ils avaient c  
haines dans le dos, de la défianc  
extrémités de la salle, parfois l'  
face.

— C'est toi, Viette, qui m'as f  
Tous les jours, à l'heure



de belles étrennes : le lent étranglement de Baïhaut.

On peut comparer ce que subit l'ancien ministre au supplice du garrot, qui est, comme on sait, un morceau de bois court que l'on passe dans une corde pour la serrer en tordant. A l'ordinaire, le patient est dissimulé sous un capuchon. Cette fois, la chose se fit à visage découvert. On ne perdit pas un jeu des muscles du chéquier.

Pour apprécier ce drame, il faut savoir que M. Baïhaut avait pour ami intime M. J. Armengaud. La vie tourna cette amitié en haine. Peut-être ces faits appartiennent-ils au public : M. Armengaud les énuméra dans une suite de placards que tous les députés reçurent par ses soins au début de l'année 1890. Ils conviendraient pour donner à ce drame son fond magnifique de sauvagerie urbaine. Sacrifions-les : ce livre audacieux et dur refuse de prendre un seul trait dans la vie privée des hommes publics.

Quand la campagne sur le Panama fut amorcée, M. Armengaud dit :

— Il en est. Je ne le sais pas, mais je le crois. D'où, comment sortira la chose ? Je l'ignore : elle sortira.

Trois fois il vit des hommes de la *Libre Parole*. Baïhaut osa solliciter une audience du Président de la République. C'étaient deux camarades de Polytechnique et des Ponts et Chaussées. On dit que Baïhaut confessa « une minute d'égarement ». Carnot pensa qu'un injuste silence vaudrait mieux que les tonnerres de la Justice.

Cependant toute la France suivait l'atroce duel. On écrivit de province à M. Armengaud : « Je puis vous affirmer qu'en juin 1886 M. Baïhaut a fait un dépôt de 375,000 francs au Comptoir d'Escompte. Renseignez-vous près du caissier. » M. Armengaud nous dit qu'il refusa « le rôle de délateur ». Ni de près, ni de loin, il n'avertit le juge. Celui-ci pourtant fut informé. La scène fut magnifique quand Baïhaut, que le magistrat interrogeait de l'air le plus naturel, commença de nier sans un frémissement, avec une voix moyenne d'aimable homme un peu importuné, et que soudain, de la pièce voisine, le caissier surgit. Le concussionnaire s'effondra.

Sur Baihaut terrassé, tous ses amis se jetèrent. On eût dit d'un poulailler qui se rue sur un poulet malade, mais c'é plus réfléchi : ils voulaient, en le dév rant, faire disparaître celui qui les co mettait.

grandes opérations de vidange à

...mettait.

ouvert n'étaient qu'un jeu pour le ministère auprès de ses travaux souterrains. Ne devait-il point poursuivre Arton et se garder de l'atteindre, solliciter l'extradition de Herz et supplier l'Angleterre de la refuser !

Errant de ville en ville, le col de sa houppe juive dressé sur ses oreilles, le petit Arton se proposait comme un sauveur au parlementarisme. Le 24 décembre, il écrivait à un ami :

« Affirmez bien au gouvernement que  
« personne n'a eu de moi une liste quel-  
« conque; tout est basé sur des on-dit,  
« sur des conséquences que l'on tire des  
« autres indiscretions et révélations. Il y  
« en a eu certainement de la part du mort,  
« mais aussi de la part des gens du Pa-  
« nama, de Cottu, etc. Moi seul, je puis  
« juger de cela. Parfois il me semble qu'une  
« entrevue avec le gouvernement serait  
« bien utile pour lui, à moins qu'il ne soit  
« trop tard et que les révélations des gens  
« du Panama, de Cottu, etc. Moi seul, je  
« puis juger de tout, je sauverais bien des  
« choses. Et vrai ! les accusateurs ne  
« valent pas les accusés. »

Le ministre de l'Intérieur, immédiatement, dans la matinée du 26 décembre, dépêchait à Arton un négociateur. L'agent Dupas passait avec Arton trois jours et une nuit à l'Albergo della Luna, à Venise. A cette époque Arton n'était poursuivi que pour ses détournements au préjudice de la société « La Dynamite ».

— Les ennemis du gouvernement m'of-

exacerber les nerfs des plus  
quand la suite des événements  
malheureux, elle ne pourrait  
le profond dommage porté à  
lité. Ces ébranlements, que si  
dissimulent tant bien que ma  
révéleront leurs ravages. 1

Au dernier acte d'une course en Espagne, quand l'*espada* a mal planté son épée et que, demi-assassiné, le taureau blanchit d'écume et beugle, on voit, pour en finir, le *cachetero* sauter par-dessus la barrière. Le coup de grâce ! Le couteau plonge et atteint la moelle : la bête tombe, lourde, foudroyée. A cette seconde, un jour, aux *toros* de Séville, près de Sturel, une belle jeune fille trouva l'un de ces gestes impurs de volupté qu'il y a dans les danses espagnoles, pour révéler, par un mouvement involontaire de tout son corps, que la douleur, le plaisir, quelque chose de suprême enfin avait pénétré. L'excitation de cette longue tauromachie parlementaire empêchait, en décembre-janvier, Sturel de dormir, et dans ses longues insomnies, mêlant la jeune Espagnole en mantille, souliers de satin aux pieds et fleurs à la tête, avec Baïhaut tout blême qui s'embarrasse les pieds dans ses entrailles, comme un cheval éventré, et avec Rouvier congestionné, qui beugle dans le cirque, il se répétait : « Je n'aurai d'apaisement qu'après le poignard du *cachetero* coupant la moelle de la bête, achevant enfin le parlementarisme. »

## IX

### LES BOUCS ÉMISSAIRES

Les débats de la Cour d'assises s'ouvrirent le 8 mars 1893. Le public comptait que MM. Charles de Lesseps et Fontane, assis

me, mais qu'on laisse tant à sa

Et comme le président l'inter

— Bon, bon ! dit-il, je ne veux  
vir de bouc émissaire.

On ne le pourchassa pas outre

C'était clair comme le jour : n  
la Commission chargée d'étudier

répété le juge d'instruction, comment expliquez-vous que, le lendemain du jour où les arguments de la Compagnie vous convainquent, vous payez vos dettes ?

— Je m'expliquerai devant le jury.

— Deux cent mille francs ! Vous avez 200.000 francs ! Cela ne se trouve pas dans le pas d'un cheval.

— Devant le jury ! devant le jury !

Cinq mois, s'il obstina. Puis, en Cour d'assises, à la question du président :

— Et les 200.000 francs.

— C'est bien simple, monsieur le président, c'est un remploi de la dot de ma femme.

— Un remploi ! pouvez-vous le justifier ?

— Par des actes, des papiers notariés.

— Vous les avez ?

Son avocat fit passer au jury une liasse énorme de papiers : remplois dotaux, aliénations, saisies, partages, etc... On sait combien est difficile la lecture d'actes grossoyés. Que pouvaient y voir ces douze braves gens ?

— Mais pourquoi n'avez-vous rien répondu à l'instruction ?

— Je préférerais réserver mes moyens de défense pour messieurs les jurés.

Le ministère public aurait pu réclamer une suspension de séance, examiner les pièces avec un notaire jusqu'au lendemain, mais le gouvernement ne tenait pas à une condamnation.

Antonin Proust, Dugué de la Fauconnerie et Gobron ne niaient pas d'avoir reçu

quoi poursuivait-on ce pillard, et  
laissait indemne le sénateur Alt  
de la famille des grands vo  
Grévy-Wilson, qui avait fourni e  
la même justification?

Au total, le sextuor, bien qu'e



nât vers le banc des accusés : « Mais parlez donc, Cottu, Lesseps ! vous par qui j'ai levé ces gibiers ! »

Heureusement pour les amateurs, il avait bien fallu convoquer et interroger les Floquet, les Ranc, les Clemenceau, les Freycinet, les agents Soinoury et Nicole.

Charles de Lesseps raconta les services que lui avait offerts Cornelius Herz, les 300.000 francs que lui avait demandés Floquet, l'intervention de Clémenceau, Floquet, Freycinet et Ranc pour qu'il versât 12 millions à Cornelius Herz qui les domptait ou les apprivoisait. Certaines nuances d'ignominie les plus rares ne peuvent apparaître que si le monde parlementaire se superpose au monde judiciaire : dans cette revue de tous les chantages, on vit les parlementaires faire chanter les femmes elles-mêmes. Sur l'invitation de M. Loubet, ministre de l'Intérieur, M. Soinoury, qui reçut immédiatement comme récompense la direction de l'administration pénitentiaire et la croix d'officier de la Légion d'honneur, avait proposé à M<sup>me</sup> Cottu en pleurs qu'elle allât chercher dans le cachot de son mari quelques noms de chéquards droitiers, moyennant quoi Cottu serait relâché.

Des huées accompagnèrent ces divers personnages. Le pompeux Floquet eut les yeux gros de larmes. Les magistrats, inquiets que tout ne sautât, touchaient à ces nobles témoins avec les précautions des gens de police quand ils transportent une marmite à renversement.

l'une de ces caravanes. Aux qui  
Palais de Justice, gardés par des  
poux, ils se nommèrent et l'of  
paix s'inclina si drôlement : « I  
comment donc ! passez, Monsieur  
la foule ricana de la façon la pl

Un parlementaire élégant ayant déclaré, du'un ton fort aristocratique :

— Bigre ! ça ne sent pas bon ici.

Quelqu'un répondit :

— Ça sent les boucs émissaires.

Cette semaine des boucs émissaires, après les scandales du Palais-Bourbon, après la « Première Charrette » après la « Journée de l'Accusateur », demeure surtout mémorable par son caractère canaille. Tout ce monde d'avocats, renseigné sur cette comédie politico-judiciaire, ricanait sifflait, crachait. Les plus naïfs stagiaires disaient :

— Leur crime, c'est de s'être laissé pincer.

Le 21 mars, tous, sauf Baïhaut, furent acquittés. L'innocent Sans-Leroy retourna avec son beau ruban de la Légion d'honneur jouir dans l'Ariège du bien-être que lui avait constitué son industrie. (Il est vrai que le 23 mai la Cour d'assises devait condamner Arton par défaut à la dégradation civique, à cinq ans de prison et à 400,000 francs d'amende « attendu qu'il est suffisamment établi qu'en mars et avril 1888 il a corrompu par ses promesses et présents M. Sans-Leroy, député. » — Voilà donc le même fait certain ou faux, selon les besoins de l'intrigue. La tragédie, qui rapidement s'était faite comédie, devient une basse bouffonnerie...)

En sortant du greffe, les acquittés se rendirent chez l'un d'eux qui offrait un lunch, comme c'est la coutume après un mariage ou une réception académique. Le mot d'ordre avait couru : « Antonin Proust



## TABLE DES MATIÈRES

I. — Premiers roulements du tonnerre.	7
II. — Des éclairs dans les ténèbres. . .	16
III. — Un rat empoisonné . . . . .	36
IV. — La journée d'agonie du baron de Reinach ( <i>19 novembre 1892</i> ). . .	52
V. — L'accusateur ( <i>21 novembre 1892</i> ). .	84
VI. — Le cadavre bafouille. . . . .	99
VII. — La première charrette ( <i>20 décembre 1892</i> ) . . . . .	120
VIII. — Gâteaux depuis Panama. . . . .	141
IX. — Les boucs émissaires. . . . .	153



